



Relations

Pour qui veut une société juste

NUMÉRO 758
août 2012

La mémoire vivante

Le danger d'oubli

Notre passé religieux
entre complaisance
et mépris

Madeleine Parent,
inspiratrice de nos luttes

Traces d'histoire

La voix des ancêtres

Mémoires urbaines

Remémoration
subversive

Les Autochtones
marginalisés de l'Inde



5,50 \$



ARTISTE INVITÉE:
MILENA DONCHEVA

ACTUALITÉS	4
HORIZONS	
La mission jésuite en Amazonie	9
Juan Fernando López Pérez, s.j.	
LE CARNET	
DE WAJDI MOUAWAD	
Une expérience identitaire (dernière partie)	10
AILLEURS	
Les Autochtones marginalisés de l'Inde	28
Walter Fernandes	
HUIT VARIATIONS SUR LE TEMPS	
CHRONIQUE LITTÉRAIRE	
L'éternité passe à l'histoire	30
Suzanne Jacob	
REGARD	
La permaculture: un rapport différent à la nature	33
Louise Lacroix	
CONTROVERSE	
L'action politique: partisane ou non?	36
Catherine Dorion	37
Claude Vaillancourt	
EN BREF	38
MULTIMÉDIAS	39
LIVRES	40

Couverture: Milena Doncheva, *Le miroir* (détail), 2009

DOSSIER

LA MÉMOIRE VIVANTE

Il faut savoir d'où l'on vient pour savoir où l'on va, selon l'adage. En quoi un rapport sain au passé permet-il de nourrir nos aspirations futures? Qu'en est-il de la transmission des luttes collectives portées par ceux et celles qui nous ont précédés? Que dévoile notre rapport à notre passé religieux, à l'espace que nous habitons, ou encore à l'autre – Autochtones et immigrants? Ce dossier sera aussi l'occasion d'explorer la dimension subversive de la mémoire, au-delà de la «patrimonialisation» de notre passé, et de voir en quoi elle est au fondement du lien social.

La mémoire vivante	11
Jean-Claude Ravet	
Le danger d'oubli	13
Serge Cantin	
Contre la marchandisation de la mémoire	14
Amélie Descheneau-Guay	
Notre passé religieux entre complaisance et mépris	16
Raymond Lemieux	
Les Archives des Jésuites: lieu de mémoire et d'inspiration	18
Jacques Monet	
Madeleine Parent, inspiratrice de nos luttes	19
Normand Breault	
Traces d'histoire	21
Marie-Célie Agnant	
La voix des ancêtres	23
Virginia Pésémapéo Bordeleau	
Mémoires urbaines: le cas de Montréal	24
Jasmin Miville-Allard	
Remémoration subversive	26
Jean-Claude Ravet	

ARTISTE INVITÉE

Milena Doncheva, d'origine bulgare, a étudié à l'Académie nationale des beaux-arts de Sofia. Elle utilise des techniques du textile, du dessin et de la peinture. En créant un monde qu'elle modifie et réinvente sans cesse, elle tente de rompre les lois de la réalité dans ses œuvres. L'accumulation et la superposition d'images prennent l'allure d'une aventure remplie de découvertes. Son travail est présenté dans de nombreuses expositions collectives et individuelles en Europe depuis 1999. En 2006, elle a reçu, en Bulgarie, le 1^{er} prix du concours national «Jeunes artistes visuels» et le Prix du ministère de la Culture. Consulter <artdoncheva.com>.

FONDÉE EN 1941

La revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi, un centre d'analyse sociale progressiste fondé et soutenu par les Jésuites du Québec. Depuis plus de 70 ans, *Relations* œuvre à la promotion d'une société juste et solidaire en prenant parti pour les exclus et les plus démunis. Libre et indépendante, elle pose un regard critique sur les enjeux sociaux, économiques, politiques et religieux de notre époque.

DIRECTRICE
Élisabeth Garant
RÉDACTEUR EN CHEF
Jean-Claude Ravet
RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Catherine Caron
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Amélie Descheneau-Guay
TRADUCTION
Jean-Claude Ravet
ADJOINT PROMOTION/PUBLICITÉ
Emiliano Arpin-Simonetti
DIRECTION ARTISTIQUE
Mathilde Hébert
ILLUSTRATIONS
Jacques Goldstyn, Marie Surprenant

RÉVISION/CORRECTION
Éric Massé

COMITÉ DE RÉDACTION
Gilles Bibeau, Gilles Bourque, Eve-Lyne Couturier, Céline Dubé, Guy Dufresne, Jean-François Fillion, Mouloud Idir, Nicole Laurin, Agusti Nicolau, Guy Paiement, Rolande Pinard, Jacques Racine, Louis Rousseau

COLLABORATEURS
André Beauchamp, Jean-Marc Biron, Dominique Boisvert, Marc Chabot, Suzanne Jacob, Vivian Labrie, Wajdi Mouawad, Carolyn Sharp, Marco Veilleux

IMPRESSION HLN
sur du papier recyclé contenant 100 % de fibres post-consommation.

DISTRIBUTION LMPI / HDS Canada

Relations est membre de la SODEP <www.sodep.qc.ca>

Les articles de *Relations* sont répertoriés dans *Repère*, *EBSCO* et dans l'*Index de périodiques canadiens*, publication de Info Globe.

ABONNEMENTS Ginette Thibault
8 numéros (un an) : 40 \$ (taxes incluses)
Deux ans : 70 \$ (t. i.)
À l'étranger : 55 \$ Étudiant : 25 \$
Abonnement de soutien : 100 \$ (un an)
TPS : R119003952 TVQ : 1006003784

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec: ISSN 0034-3781
Version numérique:
ISSN 1929-3097

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada, par l'entremise du Fonds du Canada pour les périodiques (FCP) pour nos activités d'édition.

Canada

BUREAUX
25, rue Jarry Ouest
Montréal (Québec) H2P 1S6
tél.: 514-387-2541
télé.: 514-387-0206
relations@cjf.qc.ca
www.revuerelements.qc.ca

Le bonheur public

Depuis qu'une vidéo, diffusée par Anonymous sur Internet, a montré l'opulence grotesque de l'élite économique et politique du Québec lors d'un festin offert en août 2008 chez les Desmarais, à Sagard, nous pouvons mesurer la déconnexion de celle-ci du reste de la population, et par là même son degré d'ahurissement devant le « Printemps érable ». En quelques semaines, des années d'efforts à dépolitiser la vie politique, à masquer la violence des rapports sociaux et des orientations économiques sous l'avalanche de discours gestionnaires lénifiants, à convertir les citoyens en contribuables résignés, tout cela a volé en éclat!

La crise sociale a été telle qu'elle a forcé l'élite à dévoiler un visage autoritaire qu'on connaissait moins: elle a plaidé sans retenue pour une démoc-

Revenir au calme, à l'ordre, à la normalité est, pour cette élite, l'impératif du moment. Nul doute qu'elle s'y affaira de toutes ses forces médiatiques. Distraire le bon peuple pour qu'il redevienne comme elle l'aime, soumis, enclos dans son petit chez-soi, assis sagement devant la télé-amuseuse publique, sans se préoccuper le moins du monde des affaires publiques: voilà pour elle l'idéal civique par excellence. Ne pas penser « société », « bien commun », « partage des richesses », « justice sociale ». Ne pas réfléchir sur les normes, les principes fondamentaux sur lesquels nous voulons fonder notre communauté politique et qui doivent régir la vie collective. Surtout ne pas réveiller l'amour du monde, et la conscience de ce qui nous lie intimement aux autres et à la Terre, à notre terre québécoise et à la joie d'être les uns auprès des autres – et non pas simplement les uns aux côtés des autres ou, pire encore, les uns contre les autres.

Ce que la rue nous enseigne par ses manifestations tenaces et courageuses, ses tintamarres de casseroles charivaresques et ses actes de désobéissance civile non-violente, c'est que la démocratie n'est pas une forme institutionnelle qui se résumerait au suffrage universel, loin de là. Elle est action collective, paroles partagées, mouvements, contestations. Depuis quand la démocratie est-elle synonyme d'ordre, comme l'ont prétendu le gouvernement libéral et ses thuriféraires? Au bord de la crise de nerf, il fallait les voir qualifier de dangereuse griserie irrationnelle l'expérience de la liberté politique que faisaient des milliers de citoyens éprouvant ce bonheur de participer activement aux affaires de la cité, de se réapproprier enfin l'espace public et la parole. C'est d'ailleurs le réflexe de toute oligarchie, de toute hiérarchie de s'approprier ce « pouvoir », de le confisquer et de le sacraliser en niant la pluralité humaine

et la capacité d'agir et de débattre collectivement. Les chrétiens en savent quelque chose, eux qui ont vu leurs communautés de foi dans le Nazaréen – pauvre parmi les pauvres – se métamorphoser petit à petit en une monstrueuse structure étouffante et déconnectée de la vie.

Avons-nous donc oublié les luttes sociales qui ont accompagné la démocratie depuis son invention? Devons-nous effacer de notre mémoire ces minorités actives, responsables, turbulentes qui ont assumé, à leur corps défendant, le rôle d'éveilleuses de conscience et d'initiatrices de changements importants, faisant reculer l'injustice malgré le consensus factice sur lequel elle reposait? La majorité silencieuse est toujours l'alibi parfait d'une élite jalouse de ses privilèges. Le silence a le dos large, surtout quand il avoisine le musèlement et l'apathie. Nous serions naïfs de croire que le pouvoir et la richesse gigantesques des élites économiques, qui se déploient grâce à la dépossession des autres, ne nécessitent pas une « démocratie » sur mesure, moulée à leurs intérêts.

N'ayons donc pas peur. Laissons-nous interpellé par l'ébranlement de la routine et du conformisme. C'est le propre de l'expérience bouleversante de la liberté politique, fondatrice de la démocratie. Elle fait sauter les œillères de l'existence qui évitent de nous colteller avec ses limites et d'assumer notre vulnérabilité et notre responsabilité à l'égard d'autrui et de la société. Elle nous met en marche, certes inquiets, mais solidaires et habités par une confiance inébranlable en la dignité humaine.

JEAN-CLAUDE RAVET



Milena Doncheva,
Le miroir (détail),
2009

cratie restreinte, à tous les quatre ans – le temps d'un vote. Même la loi spéciale, qui devait clore l'affaire une fois pour toutes, n'a fait qu'attiser le feu de la liberté politique qui couvait sous les cendres de la bonne gouvernance et de la priorité absolue de « faire des affaires ».



Israël bloque « Bienvenue en Palestine »

Une mission de solidarité avec le peuple palestinien a été refoulée par le gouvernement israélien.

DIANE LAMOUREUX

L'auteure, professeure au Département de science politique de l'Université Laval, a fait partie de la mission « Bienvenue en Palestine »

Le projet « Bienvenue en Palestine », qui a eu lieu du 15 au 21 avril dernier, visait à dénoncer l'enfermement de la population palestinienne par le gouvernement israélien et à aider à la mise en place d'une école internationale à Bethléem.

Environ 1500 personnes, provenant principalement d'Europe et surtout de France – nous étions seize du Québec – avaient pris des billets d'avion pour Tel Aviv. Il est en effet impossible de se rendre en Cisjordanie occupée sans passer par le crible des autorités d'im-

migration israéliennes, l'aéroport de Ramallah ayant été bombardé il y a belle lurette par l'armée. Mais le 15 avril, les frontières israéliennes se sont déplacées un peu partout dans le monde, le gouvernement israélien ayant préparé une liste de personnes interdites de vol vers Israël et demandé aux compagnies aériennes concernées de refuser de les embarquer, lesquelles ont rapidement obtempéré.

En ce qui concerne le groupe du Québec, six personnes – parties avant le 15 avril – ont pu se rendre à Bethléem en taisant leur destination finale. Quatre autres se sont vues avertir

par Air France, dès Montréal, que les autorités israéliennes les avaient déclarées indésirables et qu'elles seraient à coup sûr bloquées lors de l'escale à Paris. Une autre personne a été bloquée dès son départ de Paris. Cinq autres ont pu se rendre à Tel Aviv – deux étant aussitôt remises dans l'avion qui les avait amenées et les trois autres conduites en prison, puis expulsées vers Paris.

Le procédé n'est pas nouveau. Il a été utilisé l'année dernière contre des militantes et militants en provenance d'Europe qui répondaient à un appel des organisations de la société civile palestinienne s'appêtant à célébrer les cinq ans de la décision de la Cour internationale de justice de La Haye déclarant illégale la construction du mur



Le mur de séparation à Bil'in, en Cisjordanie.
Photo: Denise Ouellet



de séparation sur les terres palestiniennes. On sait également le sort qu'a connu la Marche internationale de libération de Gaza, bloquée au Caire à la fin 2009. De la même façon, la Flottille de la liberté, à l'été 2011, a été empêchée de quitter les ports par les autorités grecques, très clairement sous la pression des autorités israéliennes – alors que la Flottille précédente, en 2009, avait été arraisonnée par l'armée israélienne, entraînant la mort de neuf marins turcs à bord du *Maariv*.

On connaissait déjà la propension d'Israël à étendre sournoisement ses frontières au détriment des territoires palestiniens, que ce soit en grignotant des terres cultivables pour ériger son mur de séparation, ou en installant des colonies de peuplement et une infrastructure routière pour les relier à Israël et entre elles, transformant ainsi les territoires palestiniens en un gruyère dénué de toute contiguïté territoriale. Pour soigner son image relativement écornée dans l'opinion publique internationale, Israël a pratiqué, en accord avec l'idéologie néolibérale, l'externalisation de la répression pour en faire porter l'odieux à d'autres.

Pratiquant un humour douteux, les autorités israéliennes ont remis à ceux et celles qui ont réussi à se rendre à Tel Aviv un petit tract questionnant leurs convictions politiques et leur demandant pourquoi choisir de dénoncer Israël, «la seule démocratie du Moyen Orient», alors que les crises politiques sont légion dans la région. Pourtant, l'ampleur de l'arsenal répressif déployé pour contrer cette mission a suscité des réactions tant en Israël que dans les pays qui soutiennent inconditionnellement son gouvernement. D'ailleurs, les principales cibles de la répression israélienne – les compagnies aériennes étrangères s'étant soumises aux directives du gouvernement d'Israël – ont été ses propres citoyens solidaires de «Bienvenue en Palestine».

On ne peut que se réjouir qu'une chaîne importante de supermarchés britanniques ait décidé, peu après cette mission, d'interdire la vente de produits agricoles israéliens provenant des colonies illégales des territoires palestiniens occupés.

Si peu d'entre nous ont pu se rendre en Cisjordanie occupée, cette mission

aura au moins montré deux choses: d'abord, que «le roi est nu» et que la démocratie israélienne est dans un bien piteux état; ensuite, que ce n'est pas uniquement Gaza qui est soumis à un blocus aussi odieux que contestable selon le droit international, mais tous les territoires palestiniens. ●

Développement et Paix en crise

Affaiblir l'organisme officiel de solidarité internationale de l'Église catholique, c'est affaiblir les mouvements sociaux du Sud et la force citoyenne canadienne.

RAYMOND LEVAC

En mars dernier, Développement et Paix a vu sa subvention de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) coupée de plus des deux tiers, passant de 44,5 millions de dollars à 14,5 millions sur cinq ans.

L'organisme officiel de solidarité internationale de l'Église catholique se retrouve ainsi en état de crise. Fondée il y a plus de quarante-cinq ans dans la foulée du concile Vatican II, il s'agit d'une organisation des plus originales. Démocratique, pancanadienne, bilingue et dirigée par des laïcs, elle met l'accent sur les causes des injustices et accorde une place importante à l'éducation de la population aux questions de solidarité internationale. Mais le gouvernement canadien a manifestement d'autres priorités en décidant de couper l'aide publique au développement d'une façon importante. Il l'a fait

passer de 0,34 % du PNB en 2010-2011 – déjà largement en dessous de l'objectif de 0,7 % fixé par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) – à 0,24 % en 2015-2016. Et cela va à l'encontre des Objectifs du millénaire des Nations unies voulant que l'on double l'aide publique au développement afin de diminuer de moitié la pauvreté dans le monde d'ici 2015.

De plus, en juillet 2011, le gouvernement canadien décrétait de nouvelles règles d'attribution des fonds à l'ACDI. Plutôt que d'appuyer les projets des partenaires du Sud avec lesquels les ONG entretiennent des relations depuis des années, ces dernières doivent dorénavant se concurrencer entre elles pour répondre à des appels d'offres du gouvernement. Les critères définis par le gouvernement ont désormais priorité sur les besoins des mouvements sociaux du Sud. Dès lors, soutenir les paysans qui, dans leur

L'auteur est directeur général du Centre St-Pierre

a



pays, revendiquent une agriculture durable à plus petite échelle et une véritable réforme agraire, comme le fait la campagne actuelle de Développement et Paix, devient peu compatible avec cette nouvelle approche.

L'aide publique au développement se voit ainsi inféodée de plus en plus clairement aux politiques conservatrices du ministère des Affaires étrangères du Canada. Déjà, il y a deux ans, de soudains changements de priorités à l'ACDI – officialisés maintenant – ont servi à justifier des coupures de financement à Kairos et Alternatives¹, des ONG connues pour des campagnes et positions qui déplaisent aux conservateurs, qu'il s'agisse de la pollution des sables bitumineux, de la responsabilité sociale des compagnies minières ou encore de la Palestine. À l'évidence, le gouvernement conservateur est aussi agacé par les campagnes d'éducation populaire de Développement et Paix qui, chaque année, mobilisent des centaines de milliers de personnes contre ses politiques ou contre les agissements condamnables des minières canadiennes dans les pays du Sud.

Il est certain que cette perte de plus des deux tiers de la subvention de l'ACDI va forcer l'organisation à diminuer considérablement le nombre de ses partenaires – elle en comptait 186 dans 36 pays, en 2011-2012 –, d'autant que l'argent de l'ACDI devra désormais être consacré à des partenaires de sept pays bien identifiés par le gouvernement. Cette coupe affaiblit ainsi

grandement les mouvements du Sud engagés dans l'élaboration d'un monde de justice et de solidarité. Elle risque aussi d'affaiblir le secteur éducatif de Développement et Paix qui travaille à sensibiliser et mobiliser la population canadienne aux enjeux de justice sociale dans le monde.

Ce geste a provoqué une grande mobilisation de la base militante de l'organisation. Cela est d'autant plus important que son avenir repose dorénavant sur sa capacité à mobiliser des donateurs tant au sein du monde catholique que des milieux solidaires des populations du Sud. Il lui faut recueillir cinq millions de dollars de plus

en dons privés pour maintenir ses programmes. Son avenir repose aussi sur sa capacité à composer avec les nouvelles règles de l'ACDI pour poursuivre sa mission, du moins jusqu'à ce que la population canadienne décide d'élire un gouvernement qui croit en la solidarité internationale. Mais ça, c'est une autre histoire...

On peut se réjouir du fait que plusieurs évêques catholiques soient intervenus pour contester la décision du gouvernement conservateur. Il est toutefois déplorable de constater qu'un certain nombre d'évêques ont contribué à paver la voie à cette décision odieuse. En effet, en prêtant foi à des groupes comme LifeSiteNews qui n'ont pas hésité à manipuler la vérité en utilisant l'enjeu de l'avortement, ils ont contribué à discréditer une organisation catholique qui se situe pourtant dans la ligne de Vatican II – un concile dont, malheureusement, les autorités ecclésiales ne parlent plus beaucoup. ●

Le Vatican sévit contre des religieuses

Aux États-Unis, cet exemple de plus de l'autoritarisme de Rome soulève la consternation.

GREGORY BAUM

En avril 2012, le Vatican a décidé de mener une investigation canonique concernant la Leadership Conference of Women Religious (LCWR), qui représente 57 000 religieuses américaines très engagées en faveur de la justice sociale. Une pre-

mière enquête de ce type, en 2008, avait mené à la publication d'un rapport, suivi par un dialogue entre Rome et ces religieuses, qui avait persuadé celles-ci que tous les problèmes étaient réglés. L'annonce d'une deuxième enquête, accompagnée d'un document les accusant d'infractions doctrinales et disciplinaires, a donc produit un

L'auteur est théologien

1. Lire « Alternatives et Kairos sous le couteau », *Relations*, n° 738, février 2010.



choc parmi les religieuses et la majorité des catholiques américains qui les admirent et voient en elles d'authentiques témoins de l'Évangile.

Ces religieuses ne sont pas accusées de nier le message de Jésus. Elles sont dénoncées parce qu'elles sont en désaccord avec les positions du Vatican sur la contraception, l'avortement, l'homosexualité et l'égalité entre hommes et femmes, autant de sujets sur lesquels la communauté chrétienne est aujourd'hui divisée. Plusieurs Églises protestantes, partageant pourtant avec l'Église catholique la foi en Jésus Christ, présentent des études bibliques et théologiques menant à d'autres conclusions que celles du Vatican sur ces enjeux. Ainsi, les catholiques voudraient savoir pourquoi les Églises arrivent à des évaluations théologiques si différentes, mais le magistère ne donne aucune explication. Puisque tous ces sujets touchent la sexualité et le rôle de la femme, d'aucuns sont tentés de croire que cette différence s'explique par le fait que l'enseignement catholique est formulé par de vieux célibataires, alors que l'enseignement protestant l'est par des hommes et des femmes.

Mais un autre aspect est à prendre en considération. Les catholiques croient au mystère de Dieu. Doivent-ils pour autant accepter des enseignements moraux par pure obéissance,

sans les comprendre? Rappelons l'exemple de Franz Jägerstätter, ce paysan autrichien qui, en 1943, a refusé de joindre l'armée allemande parce qu'il jugeait que la guerre de Hitler était foncièrement injuste. Puisque l'enseignement catholique ne reconnaissait pas encore le droit à l'objection de conscience, le curé et l'évêque de ce paysan lui ont dit qu'il était moralement obligé de servir dans l'armée. Quand il a souligné que cette guerre était un crime, l'évêque a répondu qu'un simple laïc ne pouvait exprimer un tel jugement, d'autant plus que les évêques n'avaient pas condamné cette guerre. Restant fidèle à sa conscience, Franz Jägerstätter a été condamné à mort et exécuté le 9 août 1943. Il a été déclaré martyr en 2007.

La préoccupation constante du Vatican pour des questions relatives aux femmes et à la sexualité, analysées sans prendre en compte l'expérience des catholiques, rappelle les condamnations répétées des papes sur la liberté religieuse et les droits de l'Homme après la Révolution française. On connaît les célèbres condamnations de Pie VI, en 1791, dans la brève *Quod aliquantum*; de Grégoire XVI, en 1832, dans l'encyclique *Mirari vos*; de Pie IX, en 1864, dans le *Syllabus des Erreurs*; de Léon XIII, en 1899, dans l'encyclique *Testem benevolentiae*, et de Pie X, en 1910, dans la *Lettre aux évêques de France*. La Curie romaine s'est opposée

à la liberté religieuse jusqu'au concile Vatican II. Dans les années 1950, John Courtney Murray, théologien américain, grand défenseur des droits et libertés, a lui aussi été censuré par le magistère romain. C'est au concile Vatican II que l'Église a changé son enseignement, avec l'appui de la grande majorité des évêques faisant face à un noyau de réactionnaires qui s'y sont opposés jusqu'au dernier jour, surtout à la Curie romaine.

Quand l'Église s'inscrit dans une nouvelle culture, son message évangélique reste identique, mais ses enseignements moraux subissent inévitablement un changement. Au Moyen Âge, le pape Innocent IV, en 1252, et le pape Alexandre IV, en 1259, approuvaient la pratique de la torture dans les procès judiciaires. Ce n'est qu'au siècle des Lumières que le magistère a changé son enseignement. Dans la culture de la chrétienté, il condamnait la liberté religieuse et les droits humains mais, par la suite, dans la société moderne, l'Église a lentement changé son enseignement. Dans une culture qui aspire à l'égalité homme-femme, le magistère qui, pour l'instant, refuse de se questionner, finira par changer son attitude envers les femmes et l'éthique sexuelle. Mais pour le moment, Rome fait souffrir encore bien des hommes et des femmes, dont ces religieuses américaines innocentes. ●

Abonnez-vous!

www.cssante.ca

418 682-7939

Un espace de réflexion, d'analyse, de dialogue et d'information





Colloque international sur la décroissance

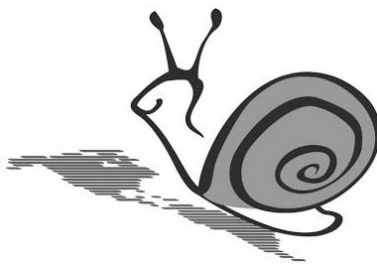
L'événement a été l'occasion de débattre des différentes visions de la décroissance.

LOUIS MARION

L'auteur est membre du Mouvement québécois pour une décroissance conviviale

Après Paris et Barcelone, le troisième colloque international sur la décroissance a eu lieu à Montréal, du 13 au 19 mai dernier, avec la complicité de cinq institutions académiques (Université McGill, Université du Québec à Montréal, Hautes études commerciales, Université de Montréal, Université Concordia). Faire l'éloge du frugal, du lent, du modeste et du «faire soi-même» dans ces environnements luxueux et de haute technologie n'est pas dénué de contradictions. Malgré tout, cette rencontre intitulée «Décroissance dans les Amériques» a réussi à prêcher par l'exemple en refusant de réduire les échanges entre des chercheurs du monde entier à leur seule dimension discursive. En effet, les conférenciers

cheurs anglosaxons engagés dans la lutte pour la soutenabilité écologique se concentre assez souvent sur les conditions politiques et culturelles permettant de moins produire et de moins consommer afin de respecter davantage les écosystèmes. Ils se caractérisent ainsi par leur approche plutôt pragmatique de «développement durable». Les Québécois sont quant à



eux davantage influencés par les intellectuels français, plus conscients des enjeux liés aux différentes limites de la croissance et du développement et moins portés à voir des solutions du côté d'un «développement vert» ou d'une «gouvernance écologique», par exemple.

Malheureusement, ceux qui défendaient la décroissance dans une perspective de «développement durable» n'ont pu assister, pour des raisons linguistiques, à la conférence donnée en français par Alain Gras, qui a judicieusement expliqué la fragilité de notre civilisation thermo-industrielle branchée sur la machine et les énergies fossiles. Son objectif était de miner la croyance en une technologie verte permettant de maintenir notre mode de vie tel quel. Il a montré que les scénarios d'installation de miroirs dans l'espace ou de panneaux solaires dans le

désert du Sahara pour alimenter l'Europe en énergie ne tiennent pas la route. Selon lui, après le pic du pétrole, nous assistons au pic de plusieurs métaux rares qui sont nécessaires au développement des technologies vertes. Or, décoloniser notre imaginaire, c'est aussi comprendre le cul-de-sac du progressisme technologique.

Grâce à Andréa Lévy, qui a abordé le sujet de la réduction du temps de travail dans la perspective d'André Gorz, et à quelques autres comme Bob Thomson et Nicolas Kosoy, un pont a tout de même pu être construit entre les deux solitudes, anglophone et francophone.

Un des moments forts du colloque a été la conférence de Joan Martinez-Alier sur l'alliance nécessaire entre le mouvement pour la décroissance au Nord et le mouvement pour la justice climatique au Sud. Il a montré qu'il est possible de corriger les destructions environnementales sans être obligé de marchandiser la nature.

Un autre moment important fut l'improvisation d'Éric Martin, invité-surprise qui a présenté le lien entre la décroissance, le «printemps érable» et la grève étudiante. Ce fut une réussite sur le plan de la vulgarisation des thèses complexes de Michel Freitag concernant la corruption de l'université québécoise dans le monde marchand actuel.

François Schneider a quant à lui très bien synthétisé les différents concepts nécessaires pour appréhender les limites de la décroissance. Il a entre autres souligné que pour réduire l'exploitation, il faut affaiblir la capacité d'exploiter. Il aurait vraiment été profitable que tous les participants soient présents à cette conférence afin de construire une base commune, avant que tous retournent dans leur pays. ●

Moins, c'est plus.

ont participé à la préparation d'un repas végétarien et certains à une manifestation contre le Plan Nord du gouvernement libéral, par exemple.

Le Mouvement québécois pour une décroissance conviviale (MQDC), qui a déjà organisé deux colloques plus modestes sur ce sujet, a représenté l'Amérique francophone à cet événement. Il a d'ailleurs été assez surprenant de constater que les divisions internes du MQDC sur certains sujets n'étaient pas si grandes comparativement à celles observées pendant le colloque entre anglophones et francophones, notamment. La réflexion sur la décroissance de plusieurs cher-

La mission jésuite en Amazonie



JUAN FERNANDO LÓPEZ PÉREZ, S.J.

La mission en Amazonie, réalisée par l'Équipe itinérante (ÉI)¹, est une priorité des jésuites latino-américains. Trois questions fondamentales ont permis de discerner ce qu'elle devait être. Avec qui Dieu nous invite-t-il à engager prophétiquement notre vie et notre mission en Amazonie? Où se trouvent les personnes les plus opprimées? Comment atteindre les «frontières» où les blessures sont les plus vives et où la vie est la plus menacée?

Les premières visites itinérantes ont été très intenses. Nous avons sillonné les rivières et la forêt aux confins de l'Amazonie, allant à la rencontre des peuples qui y vivent. Nous avons vécu avec eux dans un esprit de solidarité, sans aucune attente, faisant silence pour écouter attentivement la clameur qui monte de l'Amazonie. Trois visages se sont alors présentés impérieusement à nous: les indigènes, les riverains (métis) et les habitants des périphéries urbaines des régions amazoniennes – autant d'invitations à nous engager en faveur de la justice et de l'écologie. Car leurs clameurs sont intimement liées au cri de la Terre-mère, saccagée et agressée sauvagement.

Dans la recherche du sens de notre mission, l'imaginaire des frontières s'est présenté à nous comme une piste de réponse. C'est aux frontières de l'Amazonie, en effet, que nous avons découvert des peuples dont les droits étaient violés impunément et dont la vie était dramatiquement menacée. C'est dans ces marges de la société que nous avons compris que Dieu nous appelait et nous invitait à se faire les compagnons et compagnes des cruci-

fiés, et à lutter à leurs côtés pour la vie et la libération-résurrection. Nous avons compris que nous devons enraciner notre vie non seulement aux frontières géographiques des peuples amazoniens, mais aussi aux frontières symboliques et culturelles pour y apprendre la nouveauté que Dieu a semée de l'autre côté du monde.

Mais comment répondre de manière créative et prophétique aux grands défis qui se présentent à nous? Nous avons pris conscience qu'il n'y a pas d'itinérance géographique qui ne

Ainsi voyons-nous notre mission. Traverser des frontières, nous dévêtir de nos sécurités pour être réceptifs à la nouveauté, au Dieu qui toujours nous attend sur l'autre rive pour nous surprendre. Et revenir ensuite.

mène pas à une itinérance intérieure. Nous avons été plusieurs à penser, en nous joignant à l'ÉI, que le plus dur serait les longs trajets sur les rivières ou au cœur de la selva, à affronter les insectes, les fauves et toutes sortes d'autres dangers. Mais très vite, nous avons compris que le plus difficile allait être le voyage intérieur. En effet, pour pénétrer en toute liberté dans les rivières et forêts intérieures, il fallait nous purifier l'esprit, nous dépouiller de nos peurs et de nos insécurités et guérir de nombreuses blessures affectives, relationnelles et identitaires qui entravaient la marche. Pour un croyant, cela signifie s'abandonner à Dieu. Aucun d'entre nous n'avait été préparé à passer huit mois par année sur les rivières et dans la forêt vierge, avec pour seul bagage un sac à dos.

Ces nouveaux défis nécessitent de cultiver une «mystique de la route» qui nous soutient dans notre volonté d'être avec qui personne ne veut être et comme personne ne veut être; une

«mystique aux yeux ouverts», selon l'expression du théologien Johann Baptist Metz; ou encore, comme l'a dit Ignace de Loyola: «Faire comme si tout dépendait de nous avec l'absolue certitude que tout dépend de Dieu».

L'Évangile de Matthieu raconte comment Jésus, ayant traversé de l'autre côté du lac Tibériade, a été converti par une femme syro-phénicienne – d'une autre culture, langue et religion que les siennes. Cette rencontre l'a aidé à élargir sa vision, à découvrir que le projet libérateur, salvifique de Dieu concernait toute l'humanité et non seulement les juifs (Matthieu 15, 21-28). Cette expérience nous rejoint. Le père Adolfo Nicolás, lors de sa première visite en Amazonie, nous a dit: «Il est facile de rester tranquille sur notre côté de la rive, ou encore de traverser de l'autre côté mais sans revenir pour raconter la nouveauté rencontrée. Le plus grand défi, c'est d'aller découvrir le nouveau et de revenir pour le traduire et le partager, pour qu'il porte des fruits à travers le dialogue.»

Ainsi voyons-nous notre mission. Traverser des frontières, nous dévêtir de nos sécurités pour être réceptifs à la nouveauté, au Dieu qui toujours nous attend sur l'autre rive pour nous surprendre. Et revenir ensuite. Entrer de nouveau dans notre monde et traduire la nouveauté en des termes qui permettent de la comprendre. Il serait plus facile, en effet, de rester sur l'autre rive. De tourner le dos à la tiédeur et à la pesanteur de nos institutions, entraînées dans une direction digne d'une réalité d'un autre temps.

L'espérance des peuples de l'Amazonie, leurs forêts et leurs rivières – essentielles à leur vie, mais aussi à l'humanité entière – nous sont offertes pour que nos fils et nos filles, et les enfants de nos enfants puissent continuer à danser et chanter la danse de la vie sur cette terre. ●

L'auteur, jésuite, est membre de l'Équipe itinérante en Amazonie depuis 1999

1. Pour plus de détails sur l'origine du projet, voir Juan Fernando López Pérez, «L'Équipe itinérante en Amazonie», *Relations*, n° 754, février 2012, p. 9.



UNE EXPÉRIENCE IDENTITAIRE (DERNIÈRE PARTIE)

C'est en transformant l'énoncé que l'on arrive parfois aux bonnes réponses. Longtemps, je ne parvenais pas à satisfaire à la question «D'où es-tu?» Je viens du Liban, mais suis-je Libanais? J'arrive de France, mais suis-je Français? Je vis au Québec, mais suis-je Québécois? Oui et non à chacune de ces questions. Mais les oui et non, à l'image du personnage de Monsieur Ouine de Bernanos, sont des interstices hantés par le démon. «Que ton oui soit oui, que ton non soit non», conseille un certain Nazaréen avec une radicalité à laquelle je ne suis jamais parvenu à accéder.

C'est pourtant la question qui me fut le plus souvent posée: vous sentez-vous davantage Libanais, Français ou Québécois? Et merde! C'est comme demander à quelqu'un s'il a davantage les yeux verts, les cheveux bruns ou la peau mate. Tout cela en même temps et séparément. Quoi qu'il en soit, à question courte, réponse nécessairement longue. J'aurais voulu répondre vite. Or, cette rapidité, cette évidence, m'était refusée.

– Wajdi? C'est de quelle origine?

– Libanaise.

– Tu vis ici ?

– Oui.

– Tu es Canadien?

– Québécois... Pour ne pas dire Montréalais...

– Mais tu as un accent français...

– Oui... c'est compliqué.

On ne peut rêver conversation plus courte. Au douanier canadien qui me demande ce que je viens faire ici lors d'un de mes retours au pays, je dis que je vais retrouver ma famille et mon tra-

vail. Sans tiquer, mon passeport canadien entre les mains qu'il feuillette nonchalamment, il exige mon permis de travail et mes documents d'immigration. Je réponds qu'il est étonnant qu'il me demande de tels papiers puisque je suis Canadien. Perturbé, troublé par sa grossière erreur, il marmonne une vague excuse.

La question revient sous différentes formes. Elle n'est en rien douloureuse, elle n'est en rien difficile. Elle est simplement constante. D'où es-tu? D'où viens-tu? Et le désagrément ne vient pas de la question. Au fond, elle n'est que le fruit d'une belle et saine curiosité de la part de ceux qui me la posent. Le désagrément vient de ce qu'elle me renvoie au visage une tout autre réalité. L'impression d'habiter un corps qui ne ressemble en rien aux sensations qui me traversent. Ce corps-là, avec ces cheveux-là et cette morphologie-là, me vient d'ancêtres avec lesquels je n'ai plus véritablement de lien. Ce que je ressens intérieurement, poli par la langue que je parle et qui a sculpté mon esprit, m'est parvenu à travers une tout autre culture. L'image ne correspond pas au son. «Qui es-tu?» Je suis un film mal doublé et dont on a perdu la version en langue originale.

C'est comme ce voyage au Brésil.

Croyant me faire plaisir, un théâtre m'a invité à rendre visite à des familles libanaises installées à São Paulo depuis des générations. J'arrive. C'est moi. Je veux dire qu'ils sont tous moi et que je suis tous eux. Nous avons exactement la même tête, la même gueule, les mêmes tics, les mêmes cheveux. Nous sommes les mêmes. Sauf qu'ils parlent portugais comme moi je parle français. Ils font le taboulé, l'houmous et la purée d'aubergine de la même manière. Ils ont les mêmes traditions et les mêmes coutumes, sauf qu'ils sont Brésiliens comme moi je suis... Franco-libano-canadien ou Libano-canado-français ou Canado-libano-

français ou Franco-canado-libanais ou Libano-franco-canadien ou encore Canado-franco-libanais... Ça ferait une jolie comptine à chanter aux enfants pour les endormir.

Oui. On finit par s'endormir soi-même.

C'est peut-être de cette somnolence que j'ai voulu m'arracher un jour quand je me suis rendu compte que cette question serait, pour moi, à jamais, un non-advenu. Nous en avons tous, des «non-advenus». De ces choses qui ne nous arriveront pas: célébrité, richesse, enfant ou passion amoureuse. Pour ma part, l'identité liée à un seul espace national est un non-advenu. Je ne peux pas répondre à une question qui porte sur ce concept. Je ne peux pas dire «Je suis *ceci qui a tel drapeau*» puisque répondre ainsi serait nier deux autres parties de moi tout aussi vivantes que la première. Répondre serait me disséquer, me fracturer. Dès lors, prenant conscience de cela, il me fut facile de transformer la question et au lieu de me demander «d'où viens-tu?», il a suffi que je me demande «où es-tu bien?». Toutes les difficultés disparaissaient: je suis bien là où il fait chaud, où les fruits sont cueillis à l'arbre et où une certaine forme de tradition méditerranéenne a réussi à survivre.

C'est en répondant à cette question, en me donnant cette réponse, en sentant au fond de moi s'agiter la vie qui passe et le temps qui nous est compté que j'ai décidé de quitter le Québec. Ça s'est fait sans crier gare. Sur un coup de tête. Cela m'aura pris vingt-trois ans. Il faut du temps pour faire court. ●

La mémoire vivante

JEAN-CLAUDE RAVET

Dans notre société technicienne et capitaliste où tout un chacun est réquisitionné, mobilisé, enrôlé au pas cadencé dans la production déchaînée de marchandises; où le passé – définitivement passé – est synonyme d'obsolescence et l'avenir sans horizon, écrasé sous les amas de « nouveautés » prêtes-à-jeter, valoriser la mémoire, c'est, sans conteste, faire œuvre de résistance. C'est actionner le frein d'urgence du train de l'histoire qui roule à toute vitesse vers la catastrophe, pour reprendre l'image de Walter Benjamin dans ses *Thèses sur le concept d'histoire*. Mais pas n'importe quelle mémoire, bien sûr. Pas celle qui érige le passé en maître du présent. Ni la mémoire pétrifiée et imposée comme horizon d'avenir, la mémoire-carcan au service de l'ordre établi. Mais une mémoire vivante, plurielle. Celle qui restitue au présent sa capacité d'inaugurer un nouveau commencement. Celle qui vivifie l'amour du monde, en nous rappelant notre appartenance à la Terre, à l'histoire humaine, notre condition fragile et digne, ouverte aux voix millénaires qui tissent notre humanité – toujours redevable des luttes, des débats de société, des histoires entremêlées, des institutions, de la culture et de la langue, du coin de



Milena Doncheva, *La maison : le grenier*, 2004, acrylique sur toile

terre qui nous est imparti. Une mémoire-souffle inspirante, interprétante – « c'est pas de la nostalgie, juste un entrebâillage sur des demains qui se pouvaient encore », dirait Fred Pellerin. Une mémoire qui rappelle qu'hier aussi était ouvert au possible. Et que, par conséquent, ce qui est peut être autrement.

La mémoire nous ouvre la profondeur de l'existence, en s'aventurant dans ses soubassements et ses replis obscurs. En recueillant nos différents temps de vie et en jetant des ponts entre ses multiples rives. D'elle coule un filet de sens qui abreuve l'existence, sans lequel on ne pourrait pas vivre, comme quelqu'un qui manquerait d'air. Les valeurs qui nous meuvent comme les espoirs qui nous maintiennent debout y plongent leurs racines, tout comme les rêves qui nous inspirent. Les êtres, les choses et la nature sont toujours enveloppés de souvenirs

« Peut-être notre monde est-il empli de voix, de souffles, de chuchotements d'encre, de bruits de pas, – murmures inaudibles qui nous frôlent sans que nous le sachions, [...] furtivement perceptibles qu'à la faveur d'un frêle instant de silence au cœur de la rumeur qui toujours nous entoure. »

SYLVIE GERMAIN, *LA PLEURANTE DES RUES DE PRAGUE*

et de significations, et nos actions cachent des traces du passé. Car nous naissons dans un monde habité où des voix immémoriales se meuvent comme des brises – parfois même des ouragans. Elles s'invitent dans nos dialogues avec nous-mêmes et les autres, charriant la sagesse du monde comme ses cauchemars. On peut les accueillir en amies ou comme des adversaires qui nous bousculent et nous relancent. Mais elles façonnent notre vie. On peut aussi les faire taire parce qu'elles nous font peur. On cherche alors à les museler pour se réfugier dans la bulle du présent, dans un mutisme au service de forces à l'œuvre dans le monde.

Cette mémoire vivante, si elle s'enracine dans la culture, ébranle aussi le sol de nos appartenances. Elle déplace. Surprend. Déconcerte. Met à vif des racines insoupçonnées. Dépoussière le présent de son insolence. Celui-ci n'est pas une fatalité. Un mur implacable. Ou alors il doit être lézardé, fissuré. La mémoire s'y attèle, disposant à la création et faisant apparaître la part de fiction dans toute réalité. Ce faisant, elle invite à ne plus subir mais à agir. L'aujourd'hui n'est pas une prison, mais un passage, un seuil.

Elle est cueilleuse de murmures et d'oublis – de voix oubliées qui surgissent inopinément au détour d'une lecture, d'une pensée, d'un événement. Elle est aussi rappel du mal dans l'humain, comme le cri d'alarme d'une sentinelle au cœur de la nuit avertissant d'un danger.

Pas étonnant, après cela, qu'on veuille enrégimenter la mémoire au service du statu quo. Façon de la neutraliser, de l'enrôler dans la répétition du même. On en fait alors une chose palpable, objective. Classée une fois pour toutes. Un passé mort. Avec ses prêtres, ses dogmes et la soumission qui va avec. On l'extirpe de l'existence où elle s'enracine pour la pétrifier en une histoire officielle à laquelle on devrait porter allégeance. La mémoire devient, par un étrange retour des choses, une force qui aplatit l'existence au lieu d'être l'expression de sa profondeur.

Il n'est pas étonnant non plus qu'on s'efforce de faire perdre la mémoire à une personne ou à un peuple qu'on veut domestiquer. Ne reste alors que le présent comme servitude et fatalité. L'idéologie qui nous domine actuellement n'entretient-elle pas cet oubli en nous et collectivement? En nous liant aux processus techniques qui se déploient à toute vitesse, au point de déterminer nos choix et nos désirs, elle atrophie la dimension symbolique de l'existence. Nous agissons de plus en plus comme si tout ce qui est du passé était dépassé, définitivement obsolète. Et que pour ne pas l'être, toute pensée, toute chose, tout être devaient se dépouiller de ces traces comme de la poussière. Que la culture devait nécessairement se modeler à l'air du temps et évacuer tout héritage, toute valeur, tout principe, toute norme qui ne relèveraient pas de la rentabilité, de l'efficacité et de l'utilité du système économique. Comme si toute notre existence ne devait plus se concevoir qu'au service d'une force agissant au-dessus de nos têtes – dieu terrible, aux autels ruisse-lants du sang des inutiles comme de ceux et celles qui y résistent.

Mais la mémoire est pugnace. Elle est forte comme la vie. Elle est vie. Dans cette emprise grandissante du présent, de l'immédiat, est tapi un passé qui le hante et le corrode. Il innerve et inspire qui l'accueille. Il renvoie aux souffrances, aux rêves éveillés, aux luttes et aux révoltes écrasées ou victorieuses – ne fût-ce que pour un temps, comme des épiphanies de liberté – qui ont laissé leurs empreintes indélébiles dans la condition humaine et tracé les frontières de notre commune humanité. Ces voix lointaines résonnent au plus profond de nous comme un souffle de liberté. Elles rappellent l'errance, l'exil auxquels sont trop souvent forcés les êtres humains quand ils s'éveillent à la conscience de leur dignité et se mettent à la défendre. L'instant présent apparaît alors dans toute sa vérité comme le moment décisif de la vie, l'attention à soi, aux choses, au monde. L'attente de l'inespéré. ●



Le danger d'oubli

On entrevoit de plus en plus les conséquences dramatiques de la déperdition de la mémoire en tant que dimension fondamentale de l'existence individuelle et collective.

SERGE CANTIN



Il y a une dizaine d'années, le philosophe Marcel Gauchet, l'un des grands penseurs de notre époque, publiait un article intitulé «Voulons-nous encore être humains?» (*Diogène*, n° 195, 2001). Il y faisait un constat tragique au sujet de la sortie de la religion dans les sociétés modernes: «nous avons tous perdu quelque chose [...] qui a directement à voir avec la “déshumanisation du monde” qui nous inquiète». Ce «quelque chose» serait la chose collective, plus précisément la saisie du collectif qui nous permettait d'avoir prise sur le monde.

Cet horizon commun, nos ancêtres le possédaient en se laissant, en quelque sorte, déposséder par la religion. Grâce à cette dépossession, ils se savaient et se sentaient appartenir à une communauté humaine à laquelle venait s'ordonner leur individualité (le cadre holiste tel que décrit par l'anthropologue Louis Dumont). Or, l'implication majeure de la sortie de la religion dans la modernité, c'est que nous nous voulons par-dessus tout des individus autonomes et libres, c'est-à-dire des êtres pour lesquels la présence d'autrui, quel qu'il soit, se révèle de prime abord comme un obstacle à notre recherche insatiable d'authenticité, d'im-

médiateté et d'immanence. C'est cette recherche-là, fondée sur un renversement radical du rapport de l'être humain à lui-même, à la société et à l'histoire, que Gauchet considère comme le moteur même de la déshumanisation.

Il est frappant que Gauchet, qui écrit pourtant depuis le début des années 1970, ait mis presque trente ans avant d'employer des termes aussi lourds de sens que «déshumanisation», «déculturation» ou «détraditionnalisation», rejoignant ainsi l'inquiétude d'autres penseurs contemporains quant à l'avenir de la mémoire. Pensons ici à Fernand Dumont – à qui nous reviendrons –, dont toute l'œuvre, en particulier *Le lieu de l'homme* (HMH, 1968), se veut une réflexion fondamentale sur le sort incertain que la modernité réserve à la culture en tant que mémoire de l'être humain. Pensons aussi à Hannah Arendt qui, dans *La crise de la culture* (Gallimard, 1972), nous mettait en garde contre le «danger d'oubli» que fait courir la rupture du fil de la tradition, un oubli qui nous ferait perdre, selon ses propres mots, «la dimension de la profondeur de l'existence humaine» (p. 125). Cet avertissement faisait écho à celui qu'Alexis de Tocqueville formulait déjà en 1840 dans *De la démocratie en Amérique*: «Le passé n'éclairant plus l'avenir, l'esprit marche dans les ténèbres.» Tocqueville avait compris, avant tout le monde, le risque inhérent à la démocratie moderne de produire une humanité qui, libérée de la dette envers le passé, serait sans héritage et, par conséquent, sans projet; une humanité réduite à une société d'individus amputés de leur mémoire, repliés sur eux-mêmes et obnubilés par leur bien-être matériel. Cela invite à se demander en quoi consiste au juste la mémoire, à quel besoin, à quelle exigence anthropologique elle vient répondre.

CULTURE ET MÉMOIRE

Dans *L'avenir de la mémoire* (Nuit blanche éditeur, 1995), qu'il a publié à la fin de sa vie, Fernand Dumont propose une définition de la mémoire si peu convenue qu'elle est restée pratiquement lettre morte. Récusant l'idée reçue selon laquelle la mémoire serait «un éclairage externe porté sur le cours de l'histoire», Dumont la concevait plutôt comme «l'assomption d'une histoire énigmatique au niveau d'une histoire significative où l'interprétation devient vraisemblable et la participation envisageable» (p. 90). Autrement dit, la mémoire, au sens fondamental qu'elle revêt ici, est ce qui permettrait aux sociétés et aux êtres humains qui y vivent de donner un sens à leur monde en le réfractant sur un autre monde, d'interpréter leur histoire empirique en la dépassant dans une métahistoire, dans un grand récit. Et Dumont d'insister sur le fait que ce «dédoublément», ce dépassement constitutif de la mémoire fut, pendant des millénaires, l'œuvre de la tradition, qui avait pour fonction d'élever l'existence individuelle et collective

Milena Doncheva,
Archéologie de la mémoire (détail),
2012

L'auteur est professeur de philosophie au Département de philosophie et des arts de l'Université du Québec à Trois-Rivières et chercheur au Centre interuniversitaire d'études québécoises

au-dessus de la vie quotidienne tout en donnant sens à celle-ci. D'où l'inquiétude devant la sortie de la tradition dont l'humanité entière est aujourd'hui le théâtre. En perdant la tradition, le danger est de perdre peu à peu, presque insensiblement, la mémoire en tant que faculté de mise à distance du monde et, par conséquent, d'interprétation et de critique de ce qui s'y déroule. C'est cette disparition de ce qu'il appelle aussi « un lieu de la Transcendance » ou « la transcendance sans nom », qu'appréhende Dumont quand il évoque un « degré zéro de la tradition ». Gauchet, animé par la même inquiétude quant à l'avenir de l'humanité, l'appelle de son côté la « détraditionnalisation radicale ».

Mais qui dit danger dit aussi défi. Celui-ci consiste d'abord à prendre collectivement acte du danger (ce dont nous sommes hélas encore loin) afin de se donner ensuite les moyens de le surmonter. Comment? En réinventant la tradition. Mais n'est-ce pas là une contradiction dans les termes? La tradition, n'est-ce pas par définition ce qui nous est donné, transmis par ceux qui nous précèdent, une pratique ou un savoir hérité du passé? C'est bien pourquoi, lorsqu'il appelle à la sauvegarde de la tradition, Dumont insiste sur l'originalité de la nouvelle tradition qu'il a en vue: « la tradition qui me semble se faire jour, écrit-il, est fort différente de celle d'autrefois; elle est l'objet d'une constante reviviscence » (*id.*, p. 89).



Milena Doncheva,
Le miroir (détail),
2009

Contre la marchandisation de la mémoire

AMÉLIE DESCHENEAU-GUAY

L'auteure est
secrétaire de rédaction
à *Relations*

Qu'ont en commun les remèdes de nos grand-mères, la pratique de la tannerie du cuir et les patois régionaux? Il s'agit de traditions populaires « immatérielles » au cœur de la mémoire québécoise qui, d'une génération à l'autre, nous est laissée en héritage. Dans un contexte d'uniformisation culturelle, tendant à laminer la diversité des formes expressives des peuples, il importe de maintenir vivantes ces pratiques coutumières. L'UNESCO s'est ainsi alarmée ces dernières années de la survivance des cultures populaires dans le monde et a décidé d'inclure, dans la notion de patrimoine, les manifestations immatérielles de l'héritage collectif des peuples. Ainsi, les rituels, la musique, la danse, l'artisanat, la cuisine ou les techniques agricoles sont maintenant reconnus comme étant des formes originales de création collective.

Au Québec, la récente *Loi sur le patrimoine culturel* du ministère de la Culture et des Communications, qui entrera en vigueur à l'automne prochain, fait une avancée majeure en reconnaissant ce patrimoine culturel vivant. Il s'agit

d'un réel progrès dans la reconnaissance de traditions populaires trop longtemps négligées par les pouvoirs publics. Ceci dit, cette loi suscite aussi des critiques. Elle s'appuie, entre autres, sur une publication de Bernard Genest et Camille Lapointe intitulée *Le patrimoine culturel immatériel: un capital social et économique* (Ministère de la Culture et des Communications, 2004), dans lequel la mémoire est notamment perçue comme une source d'innovation et de richesse économique.

Cette vision economiciste de la mémoire donne lieu à des contradictions plutôt saisissantes: on soutient qu'en tant que facteur vital de l'identité des peuples, le patrimoine immatériel représente, dans le contexte de la mondialisation, un atout de taille pour lutter contre la tendance à l'uniformisation et à la banalisation des cultures, tout en prônant le patrimoine comme « capital économique » par diverses stratégies de « mise en valeur ».

Selon cette vision marchande de la mémoire, le patrimoine doit être consommé comme un produit et être rentable pour recevoir la reconnaissance et l'appui du gouvernement. Il s'agit de favoriser une « patrimonialisation » de la culture, processus par lequel les experts de la mémoire créent des catégories de patrimoine, plus faciles ensuite à transformer en produits consommables. Nos pratiques vernaculaires tendent ainsi à devenir des produits touristiques. Or, cette marchandisation de la culture et de la

Cette reviviscence, les sociétés traditionnelles n'avaient pas à l'accomplir puisque la mémoire s'imposait à elles en vertu de la force même de leurs traditions qui donnaient sens à leur présent et éclairaient leur avenir. Or, avec la rupture du fil de la tradition, celle-ci n'est plus une donnée de l'expérience mais ce que les sociétés choisissent, ou non, de se donner par un travail incessant sur leur mémoire. Mais pourquoi user d'un même mot pour désigner ce que l'on sait pourtant être fort différent de ce qu'il désignait autrefois? C'est qu'entre l'une et l'autre tradition, entre celle dont nous sommes sortis et celle qui «n'est largement qu'un espoir», il existerait, selon Dumont, une homologie de structures qui tient aux fondements de l'existence historique. En effet, «malgré des disparités considérables entre les civilisations, un trait leur est commun: l'histoire s'y dédouble toujours». Une histoire qui se dédouble est une histoire qui, en se dépassant elle-même dans une autre histoire, trouve en celle-ci un horizon de sens.

Or, c'est précisément la possibilité de ce dédoublement de l'histoire qui se trouve aujourd'hui compromis avec l'asservissement à la dictature du changement et de l'innovation permanente qui caractérise notre époque. Le dédoublement n'y est plus qu'une télé réalité, la projection spectaculaire d'un monde insignifiant. Que peut-on opposer à cette société du spectacle où l'être humain se déshumanise à son insu, au rythme des images et des musiques

subliminales des centres commerciaux? Qu'est-ce qui peut encore l'inciter à se hausser au-dessus de sa petite vie quotidienne et à participer avec autrui à une histoire significative? À cette dernière question, Dumont répondait: l'école et la démocratie, deux institutions grâce auxquelles les êtres humains d'aujourd'hui peuvent toujours, en principe, se placer «en surplomb du flux indéfini de l'histoire» et interpréter leur condition à partir de valeurs partagées; deux figures d'un même espace public où ils vivent ensemble en se souciant les uns des autres; deux «traditions» où l'éthique – qui n'est pas une technique de régulation sociale, mais le lieu même de la socialité, de la rencontre avec l'autre en tant qu'autre – peut encore advenir par-delà la défection des traditions anciennes. L'école et la démocratie: deux idéaux à défendre sans cesse et contre nos gouvernements eux-mêmes, de plus en plus inféodés aux lois du marché. ●

En perdant la tradition, le danger est de perdre peu à peu, presque insensiblement, la mémoire en tant que faculté de mise à distance du monde et, par conséquent, d'interprétation et de critique de ce qui s'y déroule.

mémoire, nous dit Hélène Giguère¹, signe la fin de l'accès de l'intime à l'autre.

Cette sorte d'étiquetage de pratiques traditionnelles s'accompagne non seulement d'une obsession de rentabilité par l'industrie touristique, mais aussi d'une mise à distance des populations. Les «porteurs de traditions» s'éloignent de leurs pratiques auparavant quotidiennes, qui sont désormais maintenues sous une cloche de verre. C'est ainsi que le passé devient figé, voire «fétichisé», que la mémoire se «muséifie» et que l'on consent encore davantage à notre réalité industrielle séparant le producteur du consommateur tout en acceptant, ponctuellement, la mise en scène de quelques bribes du passé. Pensons à la popularité de la pratique du canot à glace, une fois par année, au Carnaval de Québec.

Bien qu'elle cristallise l'effort d'inclure la dimension immatérielle du patrimoine, la nouvelle *Loi sur le patrimoine* est teintée d'une vision économiciste de la mémoire qui tendra à soutenir des initiatives de protection visant la rentabilité avant tout – et non la pérennité des pratiques coutumières. Mais comment contrer cette marchandisation de la mémoire? Comment sauvegarder sans figer ou réifier l'identité nationale?

On ne peut répondre à ce questionnement sans prendre en compte le contexte sociétal dans lequel il se déploie. Or, on occulte souvent le fait qu'une telle réflexion sur la mémoire est intimement liée à celle sur notre modèle de développement. Par exemple, certaines pratiques de l'agriculture dite «traditionnelle» devraient être intégrées à notre agriculture industrielle actuelle. Aussi, pourquoi ne pas valoriser davantage, dans les écoles, des métiers artisans (boulangerie, joaillerie, ébénisterie, etc.) qui contribuent à reproduire des pratiques quotidiennes et ravivent des héritages anciens – non figés dans le passé – dans la mémoire collective présente? Il ne faut pas se méprendre sur la réappropriation de nos cultures populaires: un festival de trois jours, c'est bien, mais des lieux de formation et de pratique régulière sont essentiels à la survivance, ou à la renaissance, de nos pratiques culturelles (P. Chartrand, «Qui trop embrasse mal étreint», *Rabaska*, vol. 3, 2005). Car l'essentiel du patrimoine culturel immatériel est fait de connaissances transmises de bouche à oreille, par des êtres humains et non par des «produits culturels».

La mémoire est un regard. On l'imagine tourné vers le passé, mais on peut tout autant le porter aussi sur le présent et l'avenir. Pour Fernand Dumont, la culture est à la fois un legs qui nous vient d'une longue tradition et un «projet à reprendre» (*L'avenir de la mémoire*, 1995).

1. Viva Jerez! *Enjeux esthétiques et politiques de la patrimonialisation de la culture*, PUL, 2010.

Notre passé religieux entre complaisance et mépris

Notre mémoire est devant la double tentation de servir le maître du présent ou d'esquiver les impasses de cette servitude. Dans notre réflexion sur l'héritage du religieux, l'autocritique est toujours de mise.

RAYMOND LEMIEUX

« Mais c'est quoi la mémoire? C'est la colle, c'est l'esprit, c'est la sève, et ça reste. Combien de mémoires? Toutes les mémoires. Même celles que transportent le vent et les silences la nuit. Il faut parler, raconter, raconter les histoires et vivre les légendes. »

PATRICK CHAMOISEAU, *TEXACO*

UNE MÉMOIRE PARTAGÉE?

La mémoire collective se constitue ainsi d'habitus partagés. Produite d'un travail d'inculturation, elle incorpore les individus dans une communauté d'origine dont les pratiques vont alors de soi; elles deviennent naturelles, de sens commun. Elles cimentent le vivre-ensemble, configurant l'espace dans lequel on peut continuer d'exister, de désirer malgré l'adversité, en bref de survivre, ce qui signifie d'abord vivre non pas dans l'au-delà mais dans les limites de l'ici et maintenant, et travailler à les transcender.

De la bénédiction des grains pour favoriser la récolte jusqu'à la dévotion à la sainte Famille comme modèle de la vie quotidienne, la religion familière des Québécois a bien représenté ce rapport à l'autre inaugurant et structurant la quête d'un mieux-vivre. Elle ne s'opposait pas au quotidien mais, bien au contraire, allait jusqu'à s'y confondre. Elle a accompagné l'entrée dans la modernité de bon nombre d'entre eux. Benoît Lacroix note ainsi comment son père croyait en Dieu et en la Vierge, au diable et aux âmes du purgatoire, aux feux follets et en son ange gardien. Mais il avait « comme des bouts de doute » (*La religion de mon père*, Bellarmin, 1986) à propos de saint Joseph...

Sans grande surprise, en réalité: l'imagerie traditionnelle laissait le plus souvent Joseph en retrait, sublimant le rapport de l'enfant à sa mère. Elle a même produit, dans la piété à sainte Anne, une lignée matriarcale de femmes éducatrices, porteuses privilégiées du Livre et de la loi.

Avec la Conquête, la répression brutale des Patriotes et la minorisation systématique de l'identité canadienne-

française, ceux qui auraient pu faire de celle-ci un véritable projet collectif ont été à peu près éliminés ou disqualifiés de la scène politique. C'est l'Église qui s'est chargée de codifier toute la vie, individuelle autant que collective. C'est à travers ses rites, ses fêtes et sa gestion du temps qu'on intégrait la société. Elle s'est montrée d'autant plus jalouse de cette fonction symbolique – séparant la lumière des ténèbres – qu'en dehors de celle-ci semblait s'imposer le chaos. Toute maternelle, elle s'est offerte en refuge contre la misère. Peut-on seulement se représenter aujourd'hui ce que pouvait être la pauvreté, matérielle mais aussi parfois morale et spirituelle, sans compter l'isolement des familles peinant à survivre sur des terres de roche? A-t-on seulement souvenir de la violence dans les milieux populaires urbains, sans maîtrise des leviers économiques ni des savoirs suscep-

L'auteur, sociologue des religions, est professeur émérite à la Faculté de théologie et de sciences religieuses de l'Université Laval

L'histoire du Canada apprise à l'école – l'École des Frères, comme on la désignait familièrement – était pleine de fleurons glorieux. Nous mimions les Lambert Closse et Dollar des Ormeaux dans nos guerres des tuques, et les filles elles-mêmes, Madeleine de Verchères en devenir, apprenaient à laisser flotter leur foulard devant les hordes garçonnières. Indubitablement, « l'appel de la race » (Lionel Groulx) s'y faisait entendre sous des accents engageants. Plus tard, au collège, habillés de vêtements sortis des boules à mites une fois par année pour l'inspection de quelque dignitaire militaire, nous chantions aussi *Terre de nos aïeux*, prenant alors vaguement conscience qu'elle n'était pas vraiment nôtre. De toute façon, nos prêtres éducateurs ne manquaient pas, la semaine suivante, de nous faire entonner l'hymne marial:

« Regarde avec amour sur les bords du grand fleuve
ce peuple jeune encore qui grandit frémissant
Tu l'as plus d'une fois consolé dans l'épreuve
Ton bras fut sa défense et ton bras est puissant »

Ainsi invoquée, notons-le, la Marie ressemble moins à une piété douloureuse qu'à une Athéna brandissant son bouclier « quand gronde au loin la tempête », selon les paroles mêmes de la suite de l'hymne. De quoi être encore fiers, en vérité!

L'histoire du Québec ne manque pas de petites et moyennes révoltes, dans les villages qui ne peuvent supporter leur curé, parmi la petite bourgeoisie cherchant à s'émanciper, chez les intellectuels accédant aux idées des Lumières.



Milena Doncheva,
Érosion, 2007, acry-
lique et collage sur
toile, 180 x 300 cm

tibles d'améliorer leur sort, et souvent confinés à vivre dans l'insalubrité?

Protectrice par excellence, l'Église-mère a pu alors se donner pour mission d'encadrer toute la vie de ses fidèles. A-t-elle pour autant été totalitaire? Il faudrait ici nuancer, distinguer entre holisme (encadrer toute la vie) et totalitarisme (imposer ses normes), apprendre à retrouver les dynamismes effectifs de la société de l'époque, certes traditionnelle mais qui, dans un contexte de survie, ne se réduit pas à l'immobilité et au conformisme qu'induit le fantasme de « Grande noirceur ». L'histoire du Québec ne manque pas de petites et moyennes révoltes, dans les villages qui ne peuvent supporter leur curé, parmi la petite bourgeoisie cherchant à s'émanciper, chez les intellectuels accédant aux idées des Lumières. Elle présente aussi des croyants en première ligne des luttes sociales, chez les révoltés du XIX^e siècle comme chez les Indignés du XXI^e. Peut-on raconter l'histoire de l'éducation et de la santé au Québec sans évoquer les Jeanne Mance, Marguerite d'Youville et autres Marie Fitzback? Peut-on oublier les Antoine Labelle, Pierre-Télesphore Sax et autres curés bâtisseurs? Peut-on occulter les Georges-Henri Lévesque, Frère Untel, Paul-Émile Charbonneau? Et les Laure Gaudreault, Irma Le Vasseur, Marie Gérin-Lajoie? Et les ouvrières de la santé et de l'éducation, acharnées et le plus souvent effacées, qu'ont comptées les communautés religieuses? Sans compter le petit clergé bénissant les grévistes de l'amiante? Bref, tous ces compagnons et compagnes à la dent dure, célèbres ou obscurs, de l'émancipation du peuple?

UNE MÉMOIRE PARADOXALE

La mémoire est un organe paradoxal. Le passé, son objet, est un réel qui lui échappe inexorablement. Elle ne peut que s'en donner une représentation dans un théâtre où la fiction est tout autant quête de vérité que la vérité s'y nourrit de fiction. Pour l'individu, elle représente un espace-

temps de parole permettant de s'approprier une histoire en fonction de son désir. Pour un peuple, elle reste dépendante des passions, des stéréotypes, des intérêts en lutte pour le contrôle de l'ordre symbolique. Elle peut être empêchée, manipulée, forcée, violée, blessée à mort, auquel cas c'est le désir même de survivre qui est menacé. Au Québec, les ouvriers et les héritiers de la Révolution tranquille ont procédé à une critique salutaire de la mémoire cléricale qui marquait sans doute trop profondément les consciences en fonction des intérêts de l'Église. Il faut les en remercier. Mais la mémoire a-t-elle été pour autant « libérée »? Volontairement ou non, quelque chose n'a-t-il pas été échappé, la soumettant à d'autres intérêts, notamment ceux que dictent les dogmes du marché et que chorégraphient les liturgies institutionnelles au service des nouveaux pouvoirs?

Agnostique, Louis-Joseph Papineau enjoignait à son fils de respecter le catholicisme parce que l'opposition lui semblait faire preuve, plus souvent qu'autrement, de « flagorneurie » à l'égard des maîtres de son temps. N'est-ce pas un semblable à-plat-ventrisme qui est à l'œuvre dans les jugements sans nuance sur la domination du catholicisme? Pourquoi disqualifier ainsi l'histoire en la réduisant à une visée totalitaire? Pourquoi faire des ancêtres des êtres dépourvus d'autonomie et de jugement, bref sans intelligence, alors même qu'ils tentaient de négocier leur survie? La mémoire ainsi produite ne peut que devenir honteuse. Et comme toute honte, elle traduit alors moins l'acuité d'un regard sur le passé que l'humiliation d'être ce que nous sommes, aujourd'hui, sans l'avoir choisi et, surtout, sans savoir l'assumer.

Pour porter de l'espérance, la mémoire doit être capable d'autocritique, puisque c'est dans le présent qu'elle produit des modèles du passé. L'historien vise, normalement, à la libérer de l'emprise des passions. Il l'astreint pour cela à une éthique, en la renvoyant sans cesse à la « conscience de l'erreur » et à l'exigence de rendre compte des limites de son discours. C'est certes là un chemin étroit, une ascèse, entre la complaisance et le mépris à l'égard de l'autre. Peu rentable politiquement... Ce chemin étroit bute sans cesse sur la tentation de servir le maître, sinon de fuir – dans le divertissement – les impasses de l'esclavage. Pourtant les impérialismes, les colonialismes meurtriers, les totalitarismes racistes et idéologiques, les barbaries guerrières du XX^e siècle, les catastrophes écologiques, sans compter l'échec contemporain du capitalisme et la progression scandaleuse de la faim dans le monde, ne témoignent-ils pas du fait que le sens commun peut facilement, encore aujourd'hui, être victime de ses mirages, et la toute-puissante raison, mourir de ses hallucinations?

Une mémoire féconde est celle qui ancre dans la quête de vérité, et non pas dans les seuls fantasmes, les choix qui doivent être faits aujourd'hui. ●

Les Archives des Jésuites : lieu de mémoire et d'inspiration

JACQUES MONET, S.J.

L'auteur, jésuite, est historien aux Archives des Jésuites du Canada

Depuis l'ouverture à Montréal, le 22 septembre 2009, des Archives des Jésuites du Canada, plus de trois cents chercheurs ont manifesté leur intérêt à les consulter et plus de la moitié l'ont fait en personne. D'autres visiteurs, individuellement ou en groupe, sont venus prendre connaissance de ce nouveau lieu qui regroupe sous un même toit des éléments qui étaient dispersés et qui, compte tenu de leur importance historique, méritent des conditions de préservation optimales.

Beaucoup de parents, de descendants de parents ou d'associés des jésuites canadiens – il y en a quelque deux mille depuis 1611 –, consultent ces archives pour découvrir leurs ancêtres ou compléter leur généalogie. D'autres, collectionneurs de livres rares et d'objets d'art, amateurs de musique, d'exploration ou de voyage, y cherchent des renseignements historiques. D'autres encore, spécialistes des langues autochtones, fouillent les dictionnaires et les compositions liturgiques en amérindien. Enfin, des étudiants, des professeurs et des historiens réalisent des travaux de recherche qui touchent la présence séculaire des jésuites dans notre histoire.

Les jésuites font partie du mythe fondateur du Canada. De plus, ils ont joué un rôle critique, sinon majeur, dans la continuité de notre communauté et de son destin, notamment dans les tout premiers établissements de la Nouvelle-France; dans le dialogue diplomatique avec les Premières Nations; au cœur des grandes découvertes et des confrontations politiques; dans l'enseignement collégial et universitaire; dans l'engagement social. Cela est bien reflété dans nos documents sur nos rayons – faisant l'équivalent de deux kilomètres linéaires –, où se trouvent des contrats et de la correspondance privée, des récits de voyage et des rapports scientifiques, des registres paroissiaux et des journaux quotidiens des communautés, les fameuses *Relations des Jésuites*, des actes pontificaux et royaux, etc. On y voit naître, évoluer et parfois mourir des institutions, des missions et des œuvres qui, très souvent, nous font comprendre et nous rappellent comment nous sommes devenus ce que nous sommes.

Ces deux kilomètres comprennent aussi des trésors de documents et d'objets précieux et rares : entre autres, une première édition des *Voyages* de Champlain; la série de dictionnaires Hurons et Ojibwés écrits à la fois par les héros de la mission mystique des années 1640 et par les « grands voyageurs » des longues et interminables ran-

données dans le Nouvel Ontario, au tournant du XX^e siècle; la carte tracée par le père Jacques Marquette lors de sa découverte du Mississippi, en 1673; les portraits et les paysages amérindiens de l'île Manitoulin par l'artiste peintre jésuite Nicolas Point; l'original du *Journal* (1852-1877) du père Dominique du Ranquet (1813-1900), généralement reconnu comme l'un des missionnaires les plus importants du XIX^e siècle. On pourrait aussi énumérer les manuscrits originaux de célèbres auteurs jésuites comme l'historien Félix Martin, l'archéologue Arthur Jones, ou encore le théologien Bernard Lonergan. Et tant d'autres!

Parmi ces documents sans prix, plusieurs sont, en plus, plein d'un souffle spirituel extraordinaire. Je pense à la lettre de 1653 du père Paul Ragueneau sur la vie spirituelle de son confrère Jean de Brébeuf et aux autographes des pères Cholonec (1641-1723) et Chauchetière (1645-1700), accompagnateurs de la jeune Kateri Tekakouita.

Dans tous ces cas, les Archives sont plus qu'un lieu de mémoire. Elles deviennent aussi des témoins de la foi de nos ancêtres et de leur manière de reconnaître l'action de l'Esprit Saint, qui survole chacune des générations. Les Archives deviennent ainsi des lieux d'inspiration.

Milena Doncheva, *La maison: la bibliothèque*, 2004, acrylique sur toile



Madeleine Parent, inspiratrice de nos luttes

Faire mémoire des luttes sociales et populaires est essentiel pour construire une société plus juste. Dans le contexte du décès récent de Madeleine Parent, c'est à travers elle que nous portons cette préoccupation en lui rendant hommage.

NORMAND BREAULT

«Alors que souvent les médias attribuent au *Refus global* le déclenchement de la Révolution tranquille, une autre grande femme de notre histoire, la peintre Marcelle Ferron – elle-même signataire du célèbre document – dira : «La plus grande figure de l'époque, celle qui a le plus fait pour changer le Québec, n'est pas parmi les signataires du *Refus global*, c'est la syndicaliste Madeleine Parent qui menait à l'époque les grèves dans le textile.»

ÉLAINE AUDET, AU SUJET DU DOCUMENTAIRE DE SOPHIE BISSONNETTE MADELEINE PARENT, TISSERANDE DE SOLIDARITÉ, <SISYPHE.ORG>

Dans le remarquable documentaire que Sophie Bissonnette lui a consacré, Madeleine Parent parle de ce «grand bonheur de voir les gens prendre conscience de leurs droits, et s'il le faut, se battre pour ces droits-là». Celle qui a œuvré pour le droit d'accès universel à l'éducation dans les années 1930 aurait beaucoup aimé voir jusqu'au bout la fière lutte menée par les étudiants du Québec et tous leurs alliés. Nul doute qu'elle aurait vu en eux et en elles des héritiers, des porteurs actifs d'une mémoire collective – celle des luttes syndicales, populaires et féministes auxquelles elle a contribué de manière exceptionnelle.

Une de ses amies, Monique Simard, qualifiait Madeleine Parent de «combative, engagée, non opportuniste, déterminée, stratège, têtue, lucide, courageuse... et avant-gardiste»¹. Ces qualités attribuées à la syndicaliste la caractérisaient aussi dans les multiples autres luttes qu'elle a livrées au bénéfice, entre autres, des personnes immigrantes et des Autochtones, les

femmes en particulier. C'est bien ce que met en lumière une autre amie, l'historienne Andrée Lévesque, qui énumère «les trois grandes sphères où Madeleine a laissé son empreinte: le mouvement syndical, le féminisme, le soutien aux femmes autochtones et des communautés culturelles» (*id.*, p. 10).

Issue d'un milieu petit-bourgeois, elle a très tôt attrapé la piqûre de l'engagement social. À l'école, elle remarque qu'il existe une hiérarchie parmi les religieuses. Durant les vacances d'été, à l'extérieur de Montréal, elle côtoie des filles de familles pauvres obligées de s'entasser dans de petites cabanes pour que leurs parents obtiennent des sous en louant leur maison et puissent ainsi arrondir les fins de mois. C'est pendant ses années d'étude et ses premières armes de militance à l'Université McGill qu'elle prend un bon jour une décision à la fois courageuse et cohérente: «J'ai compris, raconte-t-elle, que, pour [me] consacrer [au syndicalisme], il faudrait que je me détache de mes anciennes compagnes de couvent. Je n'allais plus vivre au même niveau économique et social à l'avenir» (*Relations*, n° 639, avril 1998).

LA SYNDICALISTE

Son engagement syndical, Madeleine Parent l'a commencé durant la chasse aux communistes qui a marqué les années 1940 et 1950 au Québec. À cette époque, toute action promouvant les intérêts de la classe ouvrière était très vite suspectée de communisme et vivement combattue, tant par la hiérarchie de l'Église catholique opposée à cette idéologie athée que par le premier ministre Maurice Duplessis qui avait fait «de l'anticommunisme son cheval de bataille et du communisme l'épouvantail du peuple» (Andrée Lévesque (dir.), *op. cit.*, p. 15). Animatrice et complice des groupes de femmes ouvrières dans le textile, elle a participé aux importantes grèves de la Dominion Textile à Montréal et à Valleyfield, ce qui lui a valu arrestations, procès ainsi que trois séjours en prison.

En 1952, entravés dans leur engagement aux côtés des ouvriers en quête de conditions de travail décentes, Madeleine Parent et son compagnon, Kent Rowley, s'en vont en Ontario mettre leur dynamisme et leur compétence au service des travailleurs. Avec leur acharnement coutumier, non seulement réussissent-ils à syndiquer bon nombre d'entre eux, mais ils contribuent aussi à «canadianiser» leurs syndicats en les libérant de la domination des grandes centrales étatsuniennes. Il est intéressant de noter

1. Andrée Lévesque (dir.), *Madeleine Parent. Militante*, Les Éditions du remue-ménage, 2003, p. 123.

L'auteur est collaborateur de *Relations*



que cette « vague nationaliste canadienne » des années 1960 est contemporaine du début de la Révolution tranquille où le « Maître chez nous » de Jean Lesage devient un mot d'ordre au Québec, pas seulement dans le domaine syndical.

Dans un article du *Globe & Mail* du 16 mars 2001, Rick Salutin, auteur d'une biographie sur Kent Rowley, aborde la position de Madeleine Parent sur la question québécoise. Comment pouvait-elle être à la fois nationaliste canadienne et souverainiste québécoise? Il répond: « La clé se trouve à la base de tous ses engagements politiques: le respect. Un mot qui est le même en français et en anglais. Le respect, en particulier pour ce qu'elle appelle le droit humain fondamental de faire des choix qui affectent notre existence... Les Québécois ont le droit, si tel est leur désir, de quitter le Canada, et nous n'y verrons pas d'objection si nous considérons ce choix comme un droit fondamental. »

LE RETOUR AU QUÉBEC

Engagée depuis déjà longtemps dans les luttes en faveur des femmes et de la reconnaissance de leurs droits, en particulier dans le Comité canadien d'action sur le statut de la femme, Madeleine Parent, revenue au Québec en 1982, entreprend une « retraite » fort active. Elle consacre une bonne partie de ses énergies au service des femmes autochtones du Québec.

Michèle Rouleau, présidente des Femmes autochtones du Québec en 1987, en témoigne: « par sa ténacité et ses convictions, elle nous encourageait à continuer nos démarches. Elle nous apportait son soutien et son aide par ses judicieux conseils et ses nombreux contacts partout au Canada » (*id.* p. 115).

Plus largement, c'est dans le cadre de la Fédération des femmes du Québec que Madeleine contribuera grandement à l'avancée du statut des femmes, notamment les immigrantes et les travailleuses étrangères à statut précaire, comme les aides familiales. De la marche Du pain et des roses, de 1995, à la Marche contre la pauvreté et la violence faite aux femmes, en 2000, elle participe à différents projets, « signe des pétitions, s'adresse aux médias, et n'admet pas l'abdication de l'État devant ses responsabilités sociales » (*id.*, p. 19).

Durant cette même période, elle a joué un rôle extrêmement important, bien que toujours discret, selon sa manière d'être et d'agir, au sein de Solidarité populaire Québec – cette improbable coalition arc-en-ciel regroupant la majorité des groupes populaires et des syndicats de l'époque. Elle y a œuvré au maintien et au renforcement de



cette alliance, une collaboration loin d'être toujours évidente entre les « puissants » syndicats et les groupes populaires. Il fallait voir cette petite dame monter à la tribune où, dans une langue belle et calme, elle faisait ressortir les objectifs communs essentiels à atteindre et s'adressait aux uns et aux autres en les obligeant à dépasser leurs intérêts immédiats pour faire avancer ensemble des causes bénéficiant à tous. Cette icône de l'engagement social dont se réclamaient autant les syndicats que les groupes populaires fortifiait l'unité et calmait les sujets de discorde et les tensions qui s'ensuivaient.

Dans une entrevue qu'elle donnait à *Relations* en avril 1998, Madeleine Parent a bien cristallisé les différents aspects de cette délicate situation: « D'une part, certaines personnes dans les groupes communautaires ont peu de sympathie pour les syndiqués qui combattent les coupes de salaires et d'autres acquis. D'autre part, certaines personnes syndiquées voudraient croire que des gens sont pauvres par leur propre faute et qu'ils n'auraient qu'à faire plus d'efforts pour sortir de la misère. Dans les deux cas, ces gens ont tort et nuisent aux solidarités qu'il faut bâtir si nous voulons changer les choses. L'appauvrissement des syndiqués n'enrichira pas les moins fortunés. Au contraire, cela créera encore plus de pauvres. Par ailleurs, si les infortunés avaient de meilleurs services de santé et de bien-être social, des logements salubres, ils auraient une meilleure santé et seraient mieux équipés pour se trouver du travail. »

Le décès de Madeleine Parent, en mars dernier, a été l'occasion pour de nombreuses personnes qui l'ont côtoyée ou qui ont grandement bénéficié des retombées de son engagement d'exprimer leur reconnaissance et leur admiration. Elle demeurera un modèle et une inspiration pour toutes celles et ceux qui ont le goût d'une vie fraternelle, plus juste, où la solidarité vient en aide à la dignité humaine. ●

Milena Doncheva,
De l'autre côté du miroir I, 2008,
acrylique et collage,
65 x 65 cm

Il fallait voir cette petite dame monter à la tribune où, dans une langue belle et calme, elle faisait ressortir les objectifs communs essentiels à atteindre et s'adressait aux uns et aux autres en les obligeant à dépasser leurs intérêts immédiats pour faire avancer ensemble des causes bénéficiant à tous.

Traces d'histoire

Des écrivains choisissent d'explorer le champ mémoriel pour pouvoir dire le monde, chanter la vie et l'aspiration à plus d'humanité, faisant de l'œuvre littéraire un outil de résistance et de lutte pour la survie.

MARIE-CÉLIE AGNANT

À l'instar des philosophes et des historiens, les écrivains, les poètes, les romanciers et les dramaturges ont souvent été interpellés à des degrés divers par le lien entre la mémoire et l'histoire. À chaque période historique naissent des textes qui prennent racine dans les contrecoups des génocides, des violences, des traumatismes et des ruptures extrêmes engendrés par les guerres, le colonialisme, les dictatures, ou encore dans les rapports de force qui régissent le monde. Cette production littéraire questionne, rend compte de certains faits et tente de remettre en place les pièces des casse-tête. Elle joue ainsi un rôle essentiel de sauvegarde de la mémoire et participe à la reconstruction d'identités démolies. C'est une action engagée en faveur de la mémoire considérée comme fondement de l'histoire.

Écrire la mémoire peut également servir à mettre en mots l'enfance envolée ou volée, le déracinement, la perte des repères, la reconstruction du pays perdu. On parle ici de textes souvent nés de l'immigration ou de l'exil, élaborés quelquefois sur le mode d'évocations fantaisistes et nostalgiques, portant une mémoire bon enfant, fragmentaire, reconstituée et dictée en général par un projet personnel.

Baudelaire disait de la littérature qu'elle est le « meilleur témoignage que nous puissions donner de notre dignité ». Un peuple qui perd sa mémoire ne perd-il pas aussi de sa dignité ? À titre d'écrivaine née en Haïti, un pays où la mémoire collective a sans cesse été bafouée dans un contexte social marqué par la violence et l'absence totale de justice et de vérité, je perçois que le travail littéraire sur la mémoire relève de ce combat pour la dignité dont parlait Baudelaire. Il permet également, comme le souligne l'écrivain Georges Perec, de prétendre à une certaine cohérence identitaire. La littérature contribue donc à sauvegarder la mémoire et à témoigner de la condition humaine avec, au bout de la plume et au bas de chaque page, l'espoir de changer la vie.

La littérature contribue à sauvegarder la mémoire et à témoigner de la condition humaine avec, au bout de la plume et au bas de chaque page, l'espoir de changer la vie.

Impossible de citer tous les grands écrivains de la mémoire, mais mentionnons le poète palestinien Mahmoud Darwich, plusieurs fois arrêté et emprisonné pour ses textes qui chantent la patrie dérobée et la défense de l'identité palestinienne niée; l'Algérien Kateb Yacine, dont l'œuvre poétique et théâtrale est indissociable de la résistance contre le colonialisme; l'Italien Primo Levi et l'Espagnol Jorge Semprun, survivants des camps de concentration nazis. Pensons aussi à Nadine Gordimer (Prix Nobel de littérature) qui, à l'égal de son compatriote André Brink, a produit des œuvres considérées à la fois comme des pans de mémoire et des manuels de l'histoire douloureuse de l'Afrique du Sud, des textes qui dénoncent sans ambiguïtés les inégalités raciales et les problèmes socio-politiques sous l'apartheid. La liste serait longue si l'on devait mentionner tous les romanciers du continent africain dont le travail témoigne des remous historiques de cette région du monde, des soubresauts de l'Afrique post-coloniale, des conséquences des guerres, de la situation des enfants-soldats.

CONTRE LE SILENCE ET L'OUBLI

« Auschwitz a fait de moi un écrivain. Je portais en moi ce besoin absolu d'écrire, pas seulement comme un devoir moral mais aussi comme une nécessité psychologique. » Ces paroles sont de Primo Levi, qui a consacré sa vie et son art à lutter pour la sauvegarde de la mémoire, contre le silence et l'oubli. « Dans la haine nazie, confiait-il, il n'y a rien de rationnel. Nous ne pouvons pas la comprendre, mais nous devons comprendre d'où elle est issue et nous tenir sur nos gardes. Si la comprendre est impossible, la connaître est nécessaire parce que ce qui est arrivé peut recommencer. » (*Si c'est un homme*, 1947, extrait de l'appendice de l'édition de 1976). Levi nous exhorte donc à connaître cette histoire, au sens de faire connaissance avec elle, de l'écouter, d'en prendre acte, de ne pas laisser place au déni. Pour cela, il écrit. Une nécessité impérieuse de dire qui n'a rien à voir avec ce que l'on qualifie trop souvent et avec désinvolture d'abus de mémoire. Ce besoin de dire ne relève pas d'une volonté de ces écrivains de faire œuvre d'historiens; le romancier, le poète étant celui qui raconte ce que l'on appelle l'histoire du dedans, celle des sentiments, celle des êtres ordinaires confrontés à l'indicible de la grande histoire. Ils racontent l'histoire telle que vécue par ceux qui se trouvent dépossédés même des mots, de la parole et du langage.

L'histoire de l'écrivain Georges Perec, dont les parents, Juifs d'origine polonaise, périrent tous les deux aux mains des nazis, nous fournit un exemple saisissant de ce besoin vital

L'auteure est écrivaine

auquel répond l'écriture en se transformant en instrument «d'organisation de la mémoire». Sa mère sera prise dans une rafle et périra à Auschwitz en 1943. Perec vit ainsi ce qui lui reste de l'enfance déboussolé, sans identité, sans repères, sans passé. Il deviendra écrivain par la force des choses, pour tenter de reconstituer une vie, retrouver un passé déchiqueté par les roues de la grande histoire. Il fera souvent référence à la mémoire de son enfance comme à

une mémoire soudainement effacée, évanouie, celle de l'enfant qu'il a été aux côtés de sa mère. Dans *W ou le souvenir d'enfance* (Denoël, 1975), il parle abondamment de la destruction de la mémoire et des procédés employés pour tenter

de se reconstruire, ce qu'il qualifie lui-même d'un semblant de mémoire. Pour survivre, cette reconstruction s'avérait pour lui indispensable.

D'autres écrivains de la mémoire, comme le romancier français Patrick Modiano, avouent également être motivés dans leur démarche par une quête personnelle, difficile, mais combien essentielle. Modiano s'identifie comme un produit de l'Occupation et dit ne pas pouvoir s'empêcher d'écrire sur cette époque, pour lutter contre le silence et l'oubli. Ainsi, l'écrivain de la mémoire peut être considéré comme cet archéologue qui creuse et puise dans ces trésors inestimables que sont la mémoire collective et individuelle pour nous rappeler, entre autres, que le passé couve toujours sous la cendre. Car s'il existe une mémoire partagée, il existe également un silence partagé qui conduit inévitablement à une entreprise d'effacement de la mémoire collective, facilitée par l'aversion des élites et des classes dirigeantes pour ce travail de rappel qu'ils qualifient sans hésitation de «tyrannie de la mémoire».

LA « DÉMÉMORISATION » EN HAÏTI

C'est bien ce qui se passe en Haïti, où les élites et les dirigeants du pays activent un processus de «démémorisation» ou d'effacement d'une mémoire collective. Avec le retour scandaleux de l'ancien dictateur Jean-Claude Duvalier, on tente de liquider en douce un passé de violence et d'entraîner tout un peuple dans une entreprise criminelle d'oubli, un abus d'oubli institutionnel cautionné par les gendarmes du monde ou par cette nébuleuse dénommée aujourd'hui «communauté internationale». Comment ne pas être atterré à l'idée que pour beaucoup de jeunes Haïtiens, l'époque de la dictature des Duvalier n'évoque souvent rien de précis? Quand on considère que le travail des historiens sur cette période n'a pas encore pris son envol, on comprend combien est précieux celui des écrivains et des artistes, lesquels, à défaut d'être des sismo-

graphes, peuvent être des pendules qui marquent les temps et les soubresauts de l'histoire.

Cette tradition d'accompagnement des processus politiques par les écrivains n'est pas nouvelle, la littérature dite haïtienne la nourrit dès les lendemains de l'indépendance, en 1804. Elle a ensuite continué de se construire en s'inspirant abondamment des événements historiques et politiques. Plusieurs écrivains et poètes d'Haïti, toutes générations confondues, ont ainsi fait du travail sur la mémoire un questionnement majeur et récurrent dans leur œuvre. Parmi les plus connus, citons Jacques Roumain, Jacques Stephen Alexis et Émile Ollivier qui considérait «la mémoire (...) comme l'élément clé qui permet de relier le passé et le devenir». Pensons aussi au roman le plus connu de Marie Vieux, *Amour, Colère et Folie* (Gallimard, 1968), qui constitue une peinture sans concession de la période duvaliériste.

Mais je laisserai les mots de la fin au professeur de littérature Claude Burgelin: «Dans la tradition grecque, les neuf muses étaient filles de Mnémosyne, la mémoire. Le mythe n'a rien perdu de son actualité: c'est en puisant dans les trésors sans fond de la mémoire individuelle ou collective, récente ou infiniment archaïque, que la littérature – et avec elle la civilisation? – trouvera les moyens de son renouveau» (*La Recherche*, n° 344, juillet-août 2001). ●

Comment ne pas être atterré à l'idée que pour beaucoup de jeunes Haïtiens, l'époque de la dictature des Duvalier n'évoque souvent rien de précis?



La voix des ancêtres

La mémoire et la culture des peuples nomades se sont transmises au fil du temps par la parole, à travers l'art de raconter inlassablement qui nous sommes.

VIRGINIA PÉSÉMAPÉO BORDELEAU

Doucement la nuit avançait à pas de velours, comme un loup sur la neige nouvelle vers le lièvre camouflé sous les branches basses d'un sapin. Nous étions agglutinés contre toi, dont la voix rauque évoquait des légendes terrifiantes pour les enfants que nous étions et qui en redemandaient, soir après soir.

Beaucoup d'années étaient passées derrière toi, nous ignorions ton âge. Tu n'enlevais jamais le grand mouchoir coloré que tu portais sur la tête, comme celui de femmes de confession musulmane, cachant ainsi la couleur de tes cheveux. Ta peau foncée, presque noire, était si ridée que je m'amusais parfois à compter les lignes parafant tes joues et tu riais de mon manège en cachant ta bouche de ta main minuscule.

Tu étais notre grand-mère, la gardienne de la mémoire de nos ancêtres et de notre lignée. C'est grâce à toi et à notre

mère si nous avons pu connaître les noms des différents patriarches et matriarches de la famille crie dont nous sommes issus et dont la survie dépendait des déplacements sur le territoire. Histoires des uns et des autres, des plus simples aux plus fabuleuses. Les nomades que vous étiez devaient voyager avec le minimum, car l'espace était mesuré dans le canot ou dans le traîneau tiré par les hommes ou par les chiens. Rien ne subsistait de vos arrêts, sauf la cendre des feux accumulée au cours des millénaires ou les éclats des outils de pierre, suivant le même itinéraire de génération en génération. Chaque clan retournait au même endroit pour les chasses et les trappes de la saison froide, en laissant aux caches prévues et connues des autres familles, une trousse de survie contenant de la nourriture sèche, quelques outils et, plus récemment, des allumettes protégées de l'humidité.

Ces rituels se répétaient au fil des saisons, des années, des siècles et se transmettaient par la parole. Les Anciens des différents clans se relayaient pour raconter jour après jour la vie, les esprits des animaux, la spiritualité, la mort. Et lorsque le temps devenait immémorial, les légendes reprenaient le flambeau des souvenirs afin que la culture demeure et soit versée dans le panier des nouveau-nés.

Car rien n'était écrit, sauf les dessins sacrés gravés sur la pierre ou l'écorce. Écrits et lettres n'existaient pas et n'auraient pas traversé le temps en raison des pérégrinations sur le territoire et de l'absence de conditions de conservation. L'existence était ancrée dans la nature et battait au rythme du cœur de ce monde ouvert sur la faculté de respirer à pleins poumons et de marcher sans frontières.

Le comportement des animaux était l'objet d'une observation minutieuse afin d'en tirer des leçons de vie. Ils étaient aussi les esprits-totems, ou gardiens, selon les qualités qui leur étaient prêtées. Grand-mère, tu nous disais que l'ours était le premier grand-père, qu'il s'était uni à une jeune fille tombée du ciel et que le peuple rouge vient de cet acte d'amour. Personne ne t'avait parlé de la théorie de l'évolution des espèces de Darwin et que dans ce processus échelonné sur des millions d'années, un ancêtre commun à tous ressemblait vaguement à un ours. Tu disais aussi que la vie était pareille à un serpent céleste, dont l'énergie circule en tournant. On pourrait croire que cette mémoire était inscrite dans tes gènes, puisque cette forme rappelle celle de l'acide nucléique des chromosomes. Un missionnaire t'aurait-il parlé des mystères de sa religion? Et du serpent d'Ève?

Mais n'était-ce pas plutôt la trace des mots semés par le souffle des ancêtres, propagés aux quatre vents jusqu'à nous? Nous qui reprenons ta voix et la transposons par écrit sur papier afin que le nouveau peuple se souvienne de ses origines. ●

L'auteure est peintre et écrivaine



Milena Doncheva,
*Archéologie
de la mémoire:
enfance II, 2012*

Mémoires urbaines : le cas de Montréal

Il existe différentes façons d'aborder l'histoire de la métropole québécoise et de raviver la mémoire urbaine qui s'opposent au modèle de développement dominant.

JASMIN MIVILLE-ALLARD

L'auteur est fondateur de Moults Éditions

Comme plusieurs autres villes dans le monde, Montréal est présentement livrée aux appétits de promoteurs qui n'hésitent pas à transformer en condos chaque parcelle de terre disponible, chaque station d'essence abandonnée, chaque habitation légèrement abîmée. Si cette tendance se poursuit, il y a fort à parier que la ville de demain ressemblera très peu à celle d'aujourd'hui, autant dans ses composantes sociologiques que dans son décor urbain. Par exemple, qui aurait pensé, il y a à peine trente ans, que le quartier Saint-Henri deviendrait le nouveau repaire de jeunes professionnels branchés; que le

marché Jean-Talon, avec ce qu'il avait de plus populaire, se retrouverait avec un double stationnement sous-terrain et des boutiques luxueuses; qu'il serait impossible de se dénicher un 3 ½ sur le Plateau Mont-Royal sans se ruiner? Si cette nouvelle mouture de la «philosophie» du développement semble hégémonique, elle ne devrait toutefois pas faire oublier les initiatives des différents groupes qui militent avec ardeur pour promouvoir une vision alternative de la ville et de son his-

toire. En effet, à l'ombre des impératifs spéculatifs et touristiques, certains organismes tentent de faire vivre de différentes façons la ville et de mettre en valeur son histoire et son patrimoine par le biais de visites ou de circuits qui présentent les quartiers, les communautés, les luttes populaires et autres sujets de mémoire. En voici quelques-uns.

L'AUTRE MONTRÉAL

Le collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal organise, depuis près de 30 ans, des circuits qui révèlent les dimensions souvent occultées de l'histoire de la ville, plus particulièrement tout ce qui touche à ses composantes humaines, communautaires et historiques. Selon ses propres mots, l'organisme vise à «faire découvrir, expliquer, et, surtout, construire une ville (et pourquoi pas, un monde) pour ceux et celles qui y vivent». Il est né dans un contexte où Montréal connaissait des moments importants de rénovation urbaine (construction d'autoroutes, démolition de plusieurs quar-

tiers, etc.), comme on a pu le voir dans l'exposition *Quartiers disparus*, présentée au Centre d'histoire de la ville de Montréal et prolongée jusqu'au 1^{er} septembre 2013.

Depuis 1992, date du 350^e anniversaire de la fondation de la ville de Montréal, L'Autre Montréal propose un tour différent chaque année, s'articulant à partir de différents thèmes – la contribution des femmes, les Amérindiens et la ville, les luttes populaires ou la cohabitation religieuse. Il s'agit d'un des seuls organismes à proposer des circuits urbains qui s'intéressent principalement à l'histoire sociale et qui montrent l'histoire et le développement de la ville dans une perspective liée aux interactions humaines.

POINTE-À-CALLIÈRE

Établi sur le site de fondation de la métropole, le musée Pointe-à-Callière a pour mission de faire connaître et aimer le Montréal d'hier et d'aujourd'hui. Il se démarque, depuis son ouverture, par ses activités de recherche, de conservation, d'éducation et de diffusion du patrimoine archéologique et historique de Montréal. Il intègre également différentes technologies pour mettre en valeur des contenus qui portent sur des thèmes marquants de l'identité montréalaise: Rêves et réalités au canal de Lachine; La rue Sainte-Catherine fait la une!; Saint-Laurent, la Main de Montréal; Lumières sur le Vieux-Montréal; La Grande Paix de Montréal de 1701; Les amours de Montréal; le spectacle multimédia Signé Montréal, etc. Les expositions sont souvent assorties de publications variées et bien documentées. En 2012, le musée célèbre son 20^e anniversaire, avec une série de vingt rendez-vous, dont l'inauguration d'un nouveau pavillon, la Maison-des-Marins. Il poursuit ainsi son projet d'expansion qui le mènera vers une Cité de l'archéologie et de l'histoire en 2017.

HÉRITAGE MONTRÉAL

On ne peut passer sous silence le travail important réalisé par Héritage Montréal depuis 1975 pour sensibiliser la population au patrimoine urbain et bâti. On ne compte plus ses interventions médiatiques et politiques qui ont sonné l'alarme sur des décisions qui auraient (ou ont parfois eu) des répercussions irréversibles sur la ville. L'organisme a été parmi les premiers à avoir rendu publiques les incongruités de l'imposant projet de «rénovation» urbaine de Griffintown¹. Ce projet colossal vise à changer complètement le visage de l'ancien quartier industriel irlandais du centre-ville en développant plusieurs milliers d'unités de logements, de nouvelles zones commerciales et des lieux de loisirs.

1. Voir L. Gaudreau, «Que doit-on retenir du projet Griffintown?» *Relations*, n° 733, juin 2009.

Qui aurait pensé, il y a à peine trente ans, que le quartier Saint-Henri deviendrait le nouveau repaire de jeunes professionnels branchés; que le marché Jean-Talon, avec ce qu'il avait de plus populaire, se retrouverait avec un double stationnement sous-terrain et des boutiques luxueuses...



C'est également Héritage Montréal qui, dernièrement, a osé s'opposer publiquement à la démolition de l'îlot au sud du boulevard Saint-Laurent, actuellement menacé. Le précieux travail de cet organisme permet d'alimenter des réflexions fondamentales sur les enjeux relatifs à Montréal et de consolider les luttes pour la sauvegarde du patrimoine. En plus de jouer un rôle de gardien devant les dérives urbanistiques et architecturales, Héritage Montréal organise aussi des conférences et des cours de « rénovation urbaine ». Il propose également des « architectours », qui sont en fait des circuits thématiques pédestres en compagnie d'un guide chevronné permettant d'apprécier l'architecture, la diversité de l'art public ou l'histoire urbaine et patrimoniale des quartiers de la métropole. Ces tours sont d'autant plus intéressants que Montréal est une ville dont le contenu patrimonial n'a pas toujours pignon sur rue. Il est facile de passer à côté de trésors insoupçonnés. Aussi, Héritage Montréal dispose d'un petit centre de documentation ouvert à ceux et celles qui s'intéressent à des thématiques liées à l'urbanisme et l'architecture.

ÉCOMUSÉE DU FIER MONDE

L'Écomusée du fier monde est un endroit unique dont les expositions portent sur l'histoire industrielle et ouvrière de la ville. Le musée propose une exposition permanente qui met l'accent sur l'histoire et les mutations – anciennes et

actuelles – du quartier Centre-Sud. Il présente aussi des expositions temporaires, toujours orientées dans le créneau « travail, industrie, culture ». Le musée se trouve d'ailleurs sur le site de l'ancien bain Généreux, témoin d'une époque pas si éloignée de la nôtre où la plupart des logements ouvriers ne disposaient ni de baignoire, ni de douche. Ce bain public, comme la plupart de ceux que l'on retrouve à Montréal, était alors central pour assurer l'hygiène des citoyens. Le choix de ce lieu indique les préoccupations historiques et sociales que porte l'Écomusée. En effet, il s'agit d'un des rares endroits qui donne une place prédominante au passé ouvrier de Montréal et révèle les habitudes de ses habitants, l'architecture, l'urbanisme et les traditions populaires.

Milena Doncheva,
Silhouettes, 2006,
acrylique et collage
sur toile, 106 x
234 cm

CHANGER NOTRE RAPPORT AU TERRITOIRE

Cette brève incursion au cœur du travail d'organismes qui œuvrent à développer une vision de la ville n'est certes pas exhaustive et ce type d'approche existe bien sûr ailleurs. Ces différentes façons de présenter la ville et de mettre en valeur sa mémoire s'opposent de façon radicale à la philosophie du développement telle qu'elle se déploie depuis quelques années dans la métropole québécoise. La grande vague de spéculation foncière qui déferle présentement sur son territoire entraîne des conséquences importantes. L'inflation du prix des logements cause l'exode des plus démunis et souvent d'une partie importante des immigrants vers les périphéries. Une forme de « banlieurisation » des quartiers est accentuée par le fait que les nouveaux habitants recherchent un confort qui s'oppose souvent à l'enthousiasme parfois bruyant de la vie urbaine. Un processus d'homogénéisation des quartiers renforce la logique d'un développement divisé par secteur d'activité (ici on s'amuse; là on étudie; là-bas on dort).

Aussi, l'esthétique des nouvelles constructions qui est mise de l'avant par les « développeurs » urbains et immobiliers change radicalement notre rapport au territoire et à la mémoire. Des constructions hideuses, sérialisées et sans aucun lien avec l'héritage architectural des quartiers et de la trame urbaine, ont pour effet d'anéantir toutes traces et repères historiques et politiques. Les territoires « rénovés » ne représentent plus le lieu d'une riche stratification historique où se sont confrontées les idées et les personnes; ils ne sont plus que zones interchangeable, modulables et essentiellement soumises au rapport marchand. Cela ne peut que s'accroître lorsqu'on chasse massivement les populations locales pour « construire du neuf ». Le cas de Griffintown illustre bien cette forme de mépris à l'égard de la mémoire urbaine et des populations déplacées. C'est pourquoi garder la mémoire vivante est une démarche politique. ●

Remémoration subversive

La mémoire est porteuse d'un germe de subversion : celle de dévoiler les oubliés et les vaincus de l'histoire et de dépouiller les vainqueurs.

JEAN-CLAUDE RAVET

« Articuler historiquement le passé ne signifie pas le connaître "tel qu'il a été effectivement", mais bien plutôt devenir maître d'un souvenir tel qu'il brille à l'instant d'un péril [...] À chaque époque, il faut tenter d'arracher de nouveau la tradition au conformisme qui veut s'emparer d'elle. »

WALTER BENJAMIN, *THÈSE VI SUR LE CONCEPT D'HISTOIRE*

L'auteur est rédacteur en chef de *Relations*

Milena Doncheva, *De l'autre côté du miroir IV*, 2009, acrylique et collage, 65 x 65 cm

Notre usage de la mémoire est indissociable de la façon dont nous choisissons de vivre notre humanité. Le rapport au passé sera différent selon qu'on adopte la posture du maître et des parvenus, pour qui le passé justifie le présent, ou qu'on s'engage aux côtés des dépossédés. Ceux-ci se remémoreront les plaintes corrosives, le courage, la ruse, la détermination, la joie qui habitaient les luttes passées. Ces remémorations nourriront leurs luttes présentes. Pour eux, le passé n'est pas mort, mais vivant;

ils s'en font les témoins. Ils se lèvent et disent « Présents! » à l'appel des vaincus de l'histoire. Cherchant à bâtir un monde qui leur soit digne, ils s'en font des compagnons de route et joignent leurs voix aux leurs. Cette remémoration réintroduit l'inouï, l'étrange, l'inédit, l'improbable dans le présent enclin à l'apathie, au renoncement.

Aux laissés-pour-compte, aux exclus, aux rebelles, à tous ceux et celles qui refusent la soumission inconditionnelle à l'état de choses et ne se contentent pas de la distribution des rôles – aux uns de dominer, aux autres de se soumettre –, est donné d'entendre cet appel du passé. Guettant des indices, des traces de vivants à qui se lier de solidarité, comme autant d'appels à vivre dignement, ils portent attention aux voix discordantes et vivifiantes au seuil de la mémoire. Ils arrachent de l'oubli les rêves écrasés que les manuels d'histoire, célébrant les maîtres du présent, ont occultés ou travestis pour qu'ils s'accordent à leurs louanges.

Cette remémoration rend suspect le discours des vainqueurs dont l'histoire est placardée. Elle ouvre les yeux sur leur « prestige »; ils apparaissent comme ces décors en carton-pâte qu'on avait l'habitude de dresser au passage du tsar en Russie pour qu'il ne voie pas la misère de son peuple. À la différence que, cette fois, ils dissimulent au peuple la

bassesse de ses maîtres. « Il n'est aucun document de culture qui ne soit aussi document de barbarie », disait Walter Benjamin.

UN SOUVENIR DANGEREUX ET LIBÉRATEUR

La mémoire subversive et libératrice est au cœur de la foi chrétienne. Elle rappelle la vie de Jésus qui avait mis les exclus, cette multitude d'anonymes, au centre de ses préoccupations et de la cité. Celui-ci a témoigné d'un Dieu qui s'est identifié à eux et dont la loi est au service des êtres humains et non l'inverse. Il a dénoncé la domination sociale, politique, économique et religieuse de son temps. Pour tout cela, il fut torturé et sommairement exécuté comme un séditieux, un dangereux conspirateur. Il méritait la mort pour assurer la paix publique. Mais Dieu, scandale des scandales, l'aurait arraché à la



mort et ressuscité, renversant ainsi le verdict des puissants et des prêtres, témoignant par là qu'il n'aurait pas agi différemment de Jésus au milieu de son peuple.

La remémoration (anamnèse) de la vie, de la mort et de la résurrection de Jésus dans l'eucharistie invite, à travers cette mémoire d'un Dieu incarné et crucifié, à regarder le monde du point de vue des écrasés, des opprimés, des appauvris et des vaincus auxquels Dieu s'est identifié. Elle dénonce l'échafaudage mondain qui prend appui sur leur écrasement. Elle met au centre des préoccupations collectives la question de la souffrance sociale et politique et inspire des formes de service, de par-

C'est de cette mémoire chrétienne dont l'Église est censée être le témoin. Mais sa longue et désastreuse fréquentation du monde des riches et des puissants a fait en sorte que cette mémoire s'est édulcorée.

tage et de solidarité qui tentent d'y répondre. À travers cette mémoire, la communauté chrétienne est convoquée à se risquer sur les chemins tumultueux et incertains de la justice, de l'humanisation du monde, à l'exemple de Jésus.

C'est de cette mémoire chrétienne dont l'Église est censée être le témoin. Mais sa longue et désastreuse fréquentation du monde des riches et des puissants a fait en sorte que cette mémoire s'est édulcorée. Elle s'est transformée en rites sacrés, alimentant une fuite du monde et favorisant ceux qui en sont les maîtres. D'un côté, se trouvait l'essentiel, le sacré, le service divin et, de l'autre, le profane, le politique et le social, inessentiels. D'où la connivence coutumière des autorités politiques avec un tel ordre «religieux» qui les laisse régner en toute quiétude.

Les récits sur Jésus bouleversent cette vision sacrale du monde. Dieu s'est incarné. Il s'est dépouillé de la condition divine pour assumer la condition d'esclave, ce que les premiers chrétiens ont appelé le videment (la kénose) de Dieu. L'éternité s'est faite contingence et la toute-puissance, fragilité. La transcendance embrasse la contingence du monde. «Dieu détrône les souverains et élève ceux qu'ils ont piétinés. Les affamés sont comblés, les riches sont congédiés les mains vides» (Luc, 1,52). Ce souffle libérateur a traversé les âges. Il a porté avec lui des soulèvements sociaux et des mouvements d'émancipation de toutes sortes. Les laissés-pour-compte, ceux qui travaillent pour un salaire de misère, ceux qui sont invisibles aux yeux de la bonne société, ceux qui sont dépossédés de leurs biens, de leur terre, ceux-là qui sont traités comme des choses, ainsi que les torturés et emprisonnés pour vouloir un monde juste, y ont discerné des motifs d'espérance et de résistance. Leur malheur n'apparaissait plus comme un destin inéluctable, voulu par Dieu, auquel il fallait se résigner. Ils pouvaient le changer, ils devaient le faire, et dans cette tâche, le souffle de Dieu les accompagnait.

Mais la curie romaine, la plupart du temps, est restée aveugle et même hostile à ces signes des temps et à cette présence de Dieu dans le monde, se repliant sur une identité sacrale qui trahissait l'incarnation de Dieu, se comportant comme si celle-ci n'était qu'une anecdote historique qui n'impliquait en rien un bouleversement dans l'ordre de la transcendance. Le concile Vatican II, rompant avec cette «tradition», a renoué avec la mémoire dangereuse et libératrice de Jésus, en replaçant la mission de l'Église au cœur du monde et de ses exigences, l'appelant à se dépouiller de ses appareils mondains et de la prérogative cléricale. «L'Église peuple de Dieu» devenait partie prenante des luttes sociales et politiques de son temps pour un monde humain et solidaire – une «mission» qui n'a pas perdu un iota de son actualité. ●

POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

LIVRES

- BAUSSANT, Michèle (dir.), *Du vrai au juste: la mémoire, l'histoire et l'oubli*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2006.
- BURNAY, Nathalie (dir.), *Transmission, mémoire et reconnaissance*, Fribourg, Academic Press Fribourg, 2011.
- HERVIEU-LÉGER, Danièle, *La religion pour mémoire*, Paris, Cerf, 2008.
- KATTAN, Emmanuel, *Penser le devoir de mémoire*, Paris, Presses universitaires de France, 2002.
- LAPLANTE, Laurent, *La mémoire à la barre*, Montréal, Écosociété, 1999.
- MATHIEU, Jacques (dir.), *La mémoire dans la culture*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1995.
- MEUNIER, Martin et THÉRIAULT Joseph-Yvon (dir.), *Les impasses de la mémoire*, Montréal, Fides, 2007.
- RICÉUR, Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2003.
- VESCHAMBRE, Vincent, *Traces et mémoires urbaines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008.

REVUES

- Cap-aux-diamants*, revue d'histoire du Québec.
- Continuité*, revue du patrimoine.

- Globe*, dossier «Penser le lien collectif. Mémoire et identité au Québec», vol. 5, n° 2, 2002.
- Protée*, dossier «Mémoire et médiations», vol. 32, n° 1, 2004.
- Relations*, M. Veilleux «Mémoire et désir de sens. Entrevue avec Bernard Émond», n° 718, août 2007; M. Veilleux et J.-P. Warren, «Une mémoire trouble», n° 716, mai 2007; dossier «Autochtones: blanc de mémoire», n° 698, février 2005; V. Pésémapéo Bordeleau, «La mémoire de la terre et des eaux», n° 685, juin 2003; dossier «Les ombres du passé. Entre mémoire et pardon», n° 665, décembre 2000.

FILMS

- Ceux qui ont le pas léger meurent sans laisser de traces* de Bernard Émond, Québec, 1992.
- La mémoire des anges* de Luc Bourdon, Québec, 2008.
- Une mémoire oubliée... une génération sacrifiée* de Martine Duviella, Québec, 2007.

SITES

- <cfqlmc.org>: Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs
- <patrimoine-religieux.qc.ca>: Conseil du patrimoine religieux du Québec
- <cpvq.qc.ca>: Conseil québécois du patrimoine vivant



Les Autochtones marginalisés de l'Inde

Les peuples autochtones qui vivent sur des terres riches en minerais, en forêts et en cours d'eau sont de plus en plus menacés d'expulsion.

WALTER FERNANDES

L'auteur, jésuite, est directeur du North Eastern Social Research Centre à Guwahati dans l'État d'Assam, en Inde

En Inde, les peuples tribaux comptent environ 100 millions de personnes, soit un peu plus de 8% de la population. La plupart d'entre eux s'appellent eux-mêmes Adivasi – premiers habitants –, même si le gouvernement ne leur reconnaît pas ce statut. Les forces conservatrices prétendent que tous les Indiens sont des Autochtones. Mais les peuples tribaux considèrent que la reconnaissance de ce statut est centrale dans leur identité.

Au cours de l'histoire et des nombreuses invasions, les peuples autochtones de l'Inde ont été confinés dans des territoires où les terres étaient considérées comme improductives. Cependant, avec les plans quinquennaux de développement lancés à partir de 1951, leurs terres sont devenues « précieuses ». On y retrouve, en effet, les trois quarts du charbon et de la bauxite, de même que la totalité du mica et plus de la moitié du fer. De plus, environ 75 % des peuples tribaux vivent dans des forêts dont le bois est convoité par l'industrie forestière.

Leurs terres sont aussi très riches en sources d'eau, qui sont à la base de 300 grands barrages et de 2000 autres de moyenne importance.

Or, cette richesse est la source de leur malheur. Un grand nombre de tribus vivaient dans des communautés installées sur des « terres communes » qu'elles administraient selon des lois coutumières. Or, à la fin du XIX^e siècle, le régime colonial a décrété que toutes les forêts devenaient propriétés d'État. Les lois foncières ont été votées de telle sorte que seuls des titres individuels de propriété étaient reconnus. Les ressources des communautés ont ainsi été déclarées *terra nullius* (« terre sans maître ») et les peuples tribaux sont devenus, du jour au lendemain, des « usurpateurs » de terres qu'ils habitaient depuis des siècles. Ces lois continuent d'être en vigueur soixante-cinq ans après l'indépendance du pays et on y recourt pour accaparer leurs forêts, leurs eaux et leurs terres, sans aucune compensation. Cela explique pourquoi une grande proportion des Adivasi sont maintenant privés de leur moyen de subsistance au nom du développement national. Ils constituent, en effet, 40% des 60 millions de déplacés en Inde.

C'est sur la base de ces ressources naturelles qu'ils avaient construit leur identité, leur culture, leur économie et, soudainement, on les en prive, sans autre choix. Ils sont ainsi jetés dans la misère, marginalisés et transformés en main-d'œuvre bon marché.

Si des peuples tribaux se sont résignés à cette politique de dépossession, d'autres sont entrés en résistance. Ainsi, des combats de groupes maoïstes font rage dans les territoires autochtones du centre de l'Inde et des

conflits ethniques éclatent dans le nord-est du pays. Certains voudraient assimiler ces luttes à des actions criminelles, mais le ministre fédéral du Développement rural lui-même a reconnu dans un discours, en octobre 2011, que l'acquisition des terres était le véritable motif de ces conflits. Quelques groupes radicaux qui appuient la cause des peuples autochtones sont à la tête de ces luttes. Si la plupart des tribus rejettent la violence qu'ils préconisent, elles se retrouvent néanmoins prises entre les groupes maoïstes et l'appareil de sécurité de l'État, ce qui ne fait qu'accroître leur situation d'oppression.

PEUPLES DÉPLACÉS

Un exemple de la marginalisation des peuples autochtones en Inde est celle qui a cours dans l'État d'Orissa, au centre de l'Inde. Dans cet État, environ 6,6 millions d'habitants sont des Adivasi, sur une population de 30 millions. Leurs terres sont riches en charbon, en bauxite, en bois et en eau. Depuis 1947, pas moins de deux millions d'Adivasi ont été déplacés en raison de grands projets industriels, notamment les centrales thermiques et les mines de bauxite. Les conflits y sont nombreux et ne datent pas d'hier. Dans les années 1980, six projets d'importance ont été réalisés sur les terres tribales. La société française National Aluminium Corporation (NALCO) a déplacé plus de 6000 personnes, ne relocalisant que le tiers d'entre elles, avec un emploi par famille – après une longue lutte. Comme les autres étaient, de toutes façons, des habitants de terres communes sans titres fonciers individuels, ils ont été expropriés sans compensation financière. De pareilles expropriations ont aussi eu lieu dans le cadre de deux projets hydroélectriques, ayant mené à l'expulsion de 50 000 Adivasi. Seulement 20% d'entre





eux ont pu revenir par la suite sur leurs terres.

À la suite de la libéralisation de l'économie imposée par la Banque mondiale, en juillet 1991, la situation des peuples tribaux s'est encore plus détériorée. L'État d'Orissa a signé des dizaines de protocoles d'entente avec des compagnies minières privées et leurs filiales. Entre autres, au milieu des années 1990, les autorités de l'État ont offert quelques milliers d'hectares de terres tribales à Utkal Aluminium International Limited – un consortium dont faisait partie une société indienne, Tata company, la norvégienne Norsk-Hydro et la canadienne Alcan – dans le cadre d'un projet de mine de bauxite dans le district de Kashipur. Ce projet a soulevé un vaste mouvement de protestation de la part de la population autochtone. Des milliers de personnes vivant dans les villages environnants étaient menacées d'expulsion. En 2000, plusieurs ont été tuées quand la police a ouvert le feu lors d'une manifestation contre le déplacement forcé. Devant cette mobilisation sociale, relayée par une campagne internationale de soutien, les trois compagnies minières du consortium ont dû se retirer du projet l'une après l'autre. Le gouvernement de l'État d'Orissa a signé un accord avec une autre compagnie indienne. La résistance se poursuit.

Actuellement, le plus gros projet est mené par la compagnie sidérurgique sud-coréenne POSCO. Une colline entière couvrant plus de 100 kilomètres carrés lui a été offerte, en vertu de la loi coloniale de la propriété d'État. Or, cette colline est considérée comme une terre sacrée par les peuples autochtones qui y vivent et refusent de s'en départir. La répression s'est abattue sur eux.

LA SPIRALE DE LA VIOLENCE

Ce qui se passe dans l'État d'Orissa n'est qu'un exemple parmi d'autres

du sort réservé aux peuples tribaux partout en Inde. Cette dépossession qu'ils subissent par la force est la continuation de l'appropriation de leurs territoires ancestraux. Leurs forêts ont été les premières ressources à leur être enlevées. Une telle appropriation n'est pas un simple problème économique; elle s'attaque à leurs cultures et à leur identité, à leurs manières de vivre et de s'organiser. En raison de leur appauvrissement, les Adivasi commencent ainsi à surexploiter les ressources dont ils avaient jusqu'à maintenant tiré parti de façon durable. Elles deviennent par la force des choses leur seule source de revenus. Mais leur perte d'espoir va bien au-delà de leur environnement naturel. En effet, le chômage s'accroît considérablement chez les adultes, à la suite de la perte de leurs moyens de subsistance. Ce sont alors leurs enfants qui deviennent la principale source de revenus. Le travail des enfants augmente, ainsi que la prostitution.

Cette situation engendre un certain fatalisme chez les uns et de l'agressivité chez les autres. Si la grande majorité refuse encore la voie armée privilégiée par le mouvement maoïste, ils sont de plus en plus nombreux à voir dans la violence le seul outil entre leurs mains, la répression de l'État ne cessant de croître. Ils se retrouvent ainsi dans la spirale de la violence.

Seule la région du nord-est de l'Inde, préservée des grands développements miniers, offre une meilleure situation aux peuples autochtones. Toutefois, elle risque de se détériorer à tout moment, car on y projette la construction de grands barrages hydro-électriques: dans la prochaine décennie, quarante-huit gros projets sont prévus et 120 autres dans la décennie suivante. La résistance va croissant dans la région et risque d'engendrer plus de conflits et la répression. Les peuples des Adivasi sont à la croisée des chemins. ●

Manifestation à New Delhi pour le droit des communautés sur leurs ressources naturelles, le 15 décembre 2011. Photo: AP/Manish Swarup





Variation 8

L'éternité passe à l'histoire

TEXTE : SUZANNE JACOB

PEINTURE : MARIE SURPRENANT

C'était un jour de fête qui avait réuni toute la famille, les papis et les mamies, tous les cousins et les cousines, les guitares, le violon, les histoires des uns et des autres. À son tour, l'enfant avait choisi de raconter ce qu'il avait appris, lors d'une récente visite au zoo, sur la vie des loups en captivité.

En cours de récit, sa mère lui avait discrètement signalé une petite erreur dans la concordance des temps et l'enfant avait souhaité reprendre sa phrase du début. Le vacarme d'une scie électrique avait mis fin à la conversation dans le jardin. On était passé à table. Bien plus tard, dans le soir tombant, l'enfant avait constaté qu'il avait perdu pour toujours le début de la phrase.

Le lendemain matin, il dit à sa mère que la veille, avec le début de la phrase, il avait aussi perdu le début de sa vie, qu'il en était désolé car il comprenait qu'il ne pourrait jamais recommencer sa vie non plus, à moins que quelque chose ne survienne, beaucoup plus tard, puisqu'il n'avait pas oublié qu'il y avait tout de même le futur, n'est-ce pas? Ou est-ce qu'une scie électrique pourrait aussi, un jour, lui faire perdre la mémoire du futur?

« C'est que l'arbre était mort debout et qu'il fallait le coucher, dit la mère.

– Tu veux dire « le débiter », corrigea l'enfant, comme on débite un bœuf ou un poème.

– Les mots te joueront des tours si tu ne sais pas mettre fin à leur récréation, dit la mère sérieusement même si elle souriait et s'émouvait intérieurement.

– On ne m'en a rien dit, murmura l'enfant, mais j'ai constaté qu'il existe des langues mortes dans la langue vivante, des langues mortes qui existent sous forme de racines.

– Que tu vas être en retard à l'école, ça, je te le dis maintenant, dit la mère d'un ton sévère, même si elle savait que l'enfant n'était jamais dupe des tons de sa voix.

– Pourtant, moi, dit l'enfant, je te parlais doucement avec l'intention de t'expliquer quelque chose de terrible à côté de quoi le retard n'est rien, et ce terrible, c'est que ce sont les langues mortes dans la langue vivante qui créent l'éternité dans l'histoire, dans toutes les histoires et dans la grande histoire aussi, dit l'enfant en accélérant son débit comme pour faire entendre que ce qu'il avait à dire n'était qu'une question de secondes. Les langues mortes, ou le début de la vie, ou le début du monde, agissent exactement comme le bras fantôme de papi. Il faut les avoir perdus un jour pour sentir l'éternité dans son propre corps, dans sa propre histoire ou dans sa langue vivante. Tu vois ce qui est terrible? Tu l'entends? Toutes les fêtes sont là pour nous faire savoir que nous sommes dans l'éternité de l'histoire grâce à ces membres fantômes qui continuent de faire sentir leur existence en nous.

– Tu me fais peur, trésor, dit la mère, vas-y vite, tu es déjà en retard.»

Une fois l'enfant parti, la mère courut à son tour au travail. En marchant, elle téléphona au père à son bureau et lui répéta les paroles de l'enfant. Le père faisait face à plusieurs écrans à la fois. Il suggéra que ce n'était pas parce que les pensées de l'enfant les dépassaient qu'ils devaient avoir peur, au contraire. La femme ferma le cellulaire et répéta à voix haute: « Au contraire. » Et à voix haute encore: « Au contraire, quoi ? »

Rilke: « Ne croyez point que le destin soit plus que cette densité de l'enfance. » ●



Pictures of nothing 25, 2009, huile sur papier, 86 X 66 cm

PROCHAIN NUMÉRO

Le numéro de septembre de la revue *Relations* sera disponible en kiosques et en librairies le 31 août. Pensez à le réserver. Il comprendra notamment un dossier sur :

l'Église du Québec

L'Église est de plus en plus appauvrie à plusieurs égards. Ce diagnostic est-il un écueil ou une chance pour les croyants? Quelles en sont les conséquences, sur le plan social, alors qu'une droite religieuse conservatrice de plus en plus virulente encourage le repli sectaire? Cet appauvrissement favorise-t-il une vie religieuse engagée, plus près des laissés-pour-compte? Donne-t-il espoir aux jeunes croyants et aux laïcs pour construire du neuf? Peut-on envisager, à partir de ce constat, une réconciliation des Québécois avec l'Église?

- une controverse sur l'idée d'une Agence québécoise de développement international;
- une analyse sur le modèle migratoire canadien;
- la nouvelle chronique littéraire de Virginia Pésémapéo Bordeleau, illustrée de ses propres œuvres;
- les œuvres de notre artiste invité, Daniel LeBlond.

Daniel LeBlond, *Descendre des Autels*, personnage 3, 2007, huile sur bois



Recevez notre infolettre par courriel, peu avant chaque parution. Inscrivez-vous à notre liste d'envoi sur la page d'accueil de notre site Internet : <www.revuerelements.qc.ca>.

*Pour faire mémoire...
enseigner l'histoire.*



Alliance des professeures
et professeurs de Montréal

La permaculture : un rapport différent à la nature

Cette façon d'envisager l'agriculture nous invite à réfléchir sur nos manières de vivre et de produire.

LOUISE LACROIX

Agriculture urbaine, culture biologique, souveraineté alimentaire – voilà des expressions qui nous sont de plus en plus familières et auxquelles nous pourrions peut-être un jour ajouter celle de permaculture. Mais il ne s'agit pas simplement d'un nouveau concept « bio » parmi d'autres. La permaculture est une vision écologique de l'aménagement du territoire qui tient compte des besoins des êtres humains en s'inspirant de l'autorégulation des écosystèmes naturels. Il s'agit autant d'un savoir-faire que d'une réflexion éthique sur nos manières de vivre et de produire. Elle a été progressivement élaborée dans les années 1970 par les militants australiens Bill Mollison et David Holmgren, influencés par Masanobu Fukuoka, un agronome japonais pratiquant une « agriculture du non-agir », c'est-à-dire sans labour ni désherbage, réduisant au strict minimum l'intervention humaine dans la nature. D'autres penseurs et activistes ont enrichi et popularisé cette philosophie pratique, notamment en produisant un guide et un corpus de formation aujourd'hui diffusés internationalement. Des milliers de personnes ont ainsi été formées à travers le monde, entre autres au Québec, où la permaculture est surtout connue dans les milieux anglophones pour le moment.

Même si elle est relativement encore peu répandue, la permaculture a déjà fait ses preuves dans la réhabilitation de sols désertiques. À partir de techniques simples, on a effectivement réussi à créer un verger dans un espace désertique de Jordanie, en commençant par recueillir et conserver l'eau grâce au choix de végétaux appropriés. C'est d'ailleurs dans ce désert que s'est tenue la X^e Conférence internationale sur la permaculture, en 2011.

INTERACTIONS ENTRE LES ÉLÉMENTS VIVANTS

Fruit de la fusion des mots « permanence » et « culture », la permaculture s'inspire de la pérennité de la nature, de la fertilité naturelle et, plus particulièrement, de la forêt en

tant qu'écosystème complexe et durable. La forêt n'a pas besoin d'intervention humaine pour être un espace fertile qui se régénère; elle est un milieu de vie stable et diversifié où le vivant dans toute sa diversité vit en interdépendance et en complémentarité. L'agriculture n'est cependant pas la seule composante de la permaculture, l'objectif premier étant d'abord d'utiliser le moins d'énergie possible à partir des ressources renouvelables, d'aller dans le sens de la nature et non contre elle. Elle s'oppose ainsi à l'agriculture industrielle basée sur la monoculture, qui requiert des pesticides et des engrais chimiques. Elle s'écarte aussi de certaines pratiques de l'agriculture biologique quand celles-ci requièrent une quantité colossale d'énergie humaine ou mécanique. C'est pour cette même raison qu'elle tourne également le dos au concept de développement durable, associé à une logique capitaliste.

Fruit de la fusion des mots « permanence » et « culture », la permaculture s'inspire de la pérennité de la nature, de la fertilité naturelle et, plus particulièrement, de la forêt en tant qu'écosystème complexe et durable.

Notre culture et, plus largement, notre civilisation dépendent du pétrole et de ses dérivés. Si on ne fait rien pour sortir de cette dépendance, le déclin de cette production risque d'entraîner une grave crise économique et sociale. C'est ce constat lucide qui amène les permaculteurs à préconiser la production alimentaire locale (sortir de l'alimentation industrielle) et l'autonomie énergétique (à partir d'énergies renouvelables) dans une perspective de résilience écologique des communau-

tés. La permaculture est ainsi indissociable des nombreuses initiatives citoyennes qui font la promotion de l'agriculture urbaine et de l'autonomie des collectivités locales comme, par exemple, le réseau international Villes en transition¹. Celui-ci a d'ailleurs été fondé par un formateur en permaculture, Rob Hopkins, en 2005, en Irlande. Ces différentes alternatives ont aussi en commun de partager des savoirs dans la communauté et, plus particulièrement entre les générations. Une fois qu'on choisit d'intégrer la permaculture dans sa vie, il faut apprendre à développer de multiples savoirs (horticulture, énergies renouvelables, conservation de l'eau, etc.) et chercher à les collectiviser de façon à ce que le plus grand nombre de personnes puissent se les approprier et ainsi développer l'autonomie.

ÉTHIQUE ET AMÉNAGEMENT

En permaculture, on ne choisit pas seulement les plantes à cultiver en fonction du sol ou du climat, mais aussi selon une logique de synergie et de collaboration entre les végétaux, les animaux et les humains. À cet égard, les perma-

L'auteure, membre de Villeray en transition, est formatrice en permaculture

1. Voir Iseult Séguin-Aubé, « Le mouvement des Villes en transition », *Relations*, n° 741, juin 2010.

Louise Lacroix, *Pissenlit*
sous la pluie, Percé, 2009.



culteurs ont développé le concept de guildes végétales (association de plusieurs espèces), lequel implique que des êtres vivants travaillent de concert en collaborant simultanément au bien-être de l'ensemble. L'exemple le plus connu de cette guildes est sans doute celui des «trois sœurs», selon l'expression du peuple Hopi : maïs, haricot et courge. La tige du maïs sert de tuteur aux haricots qui apportent de l'azote à la terre, tandis que les feuilles de courge conservent l'humidité du sol.

La permaculture est ainsi indissociable des nombreuses initiatives citoyennes qui font la promotion de l'agriculture urbaine et de l'autonomie des collectivités locales comme, par exemple, le réseau international Villes en transition.

Si on multiplie ces guildes productrices d'aliments, si on tient compte des besoins et des déplacements des humains qui habitent cet espace et si on se soucie constamment de faire une utilisation optimale de l'eau, du vent et du soleil, on répond alors aux trois principes de base qui régissent toutes les activités de permaculture, peu importe l'ampleur du projet : prendre soin de la terre, prendre soin des humains et partager équitablement. De là découle un véritable art de vivre écologique qui pourra être mis en œuvre à différentes échelles – potager, cour, ferme, parc, ville, etc.

Comme en aménagement du territoire, la première étape consistera d'abord à déterminer l'étendue de l'espace à transformer, à en faire l'inventaire exhaustif ainsi qu'à prévoir les usages que les humains veulent en faire. Les permaculteurs appellent cette étape le design (concevoir, aménager, créer) et s'inspirent des interrelations au sein d'un écosystème qui tend naturellement à optimiser l'utilisation de l'énergie. Par exemple, si on décide d'aménager une cour, on examinera attentivement les effets du soleil et du vent selon les saisons, les chemins que prennent naturellement les humains et les animaux qui l'utilisent, le type de sol, l'accès à l'eau et à l'énergie, de même que les végétaux

et les matériaux déjà présents sur place, en veillant à ce qu'il y ait le moins de gaspillage d'énergie et de déchets possible. Ainsi, une haie pourrait être plantée au nord pour protéger les fraisiers du vent, une haie portant des fruits tard en saison dont les oiseaux pourraient profiter en hiver. Les résidus de la taille de cette haie au printemps pourraient être utilisés comme paillis dans les allées du potager ou sous les fraisiers. Selon le type de haie choisie, on pourrait y entremêler des haricots ou des pois grimpants. Les haricots ayant la propriété de fixer l'azote au sol, on enrichit le sol tout en se préparant une récolte de plus. Dans le plan d'aménagement, on vise l'utilisation d'une majorité de plantes vivaces et faciles d'entretien, car le rendement énergétique vise aussi à économiser les efforts de la personne qui prend soin du jardin. Le temps passé dans le hamac à planifier et à évaluer un aménagement n'en sera que plus jouissif!

Puisqu'il s'agit d'une vision systémique, le choix de végétaux – en particulier dans la conception d'un espace – est moins important que le souci de tirer le maximum de bénéfices des liens créés entre tous les éléments qui composent cet espace. Les humains y occupent une place prioritaire car l'aménagement de l'espace doit répondre à leurs besoins. Dans l'exemple d'une cour, on observera les zones d'utilisation de l'espace : quels sont les sentiers naturellement utilisés? Changent-ils selon les saisons? A-t-on besoin d'un espace de rangement, d'un endroit pour stationner le vélo? Où passe la corde à linge? Désire-t-on un espace de jeu, de détente? Ensuite, on pensera à relier ces zones entre elles. Par exemple, l'espace de jeu des petits doit être à portée du regard des adultes. Le composteur sera installé loin de la table de patio, mais près de la porte de la cuisine. Jusqu'ici, cela ne diffère pas vraiment d'un plan d'aménagement classique. Mais si on y ajoute les principes de réutilisation des matériaux, de multifonctionnalité de chaque

élément, de rendement énergétique, d'intégration et de valorisation de la diversité, on vient de changer la vision de l'espace. Les éléments ne sont plus uniquement fonctionnels, ils sont placés en synergie, en interconnexion les uns avec les autres et avec l'ensemble des êtres vivants qui habitent cet espace.

Pour faciliter cette interconnexion et la dépense minimale d'énergie, les permaculteurs diviseront le territoire en différentes zones d'utilisation humaine. Cette analyse de l'espace tient compte de l'utilisation optimale de l'énergie humaine et des déplacements habituels. Partant de la zone 0 (la maison), on se dirige progressivement vers la zone 5, l'espace laissé à l'état sauvage. Entre ces extrêmes, on passe par la zone 1, le potager, la zone 2, le verger et la basse-cour, la zone 3, le pâturage et la zone 4, la terre en friche. Cette analyse globale, très souple, peut être adaptée à l'échelle d'une cour ou d'un parc. En permaculture, les solutions dépendent directement des éléments en place à un endroit précis et non d'une méthode figée. Le problème perçu contient la solution: les déchets horticoles sont transformés en compost, un muret crée de l'ombre dont les laitues bénéficieront, la clôture de la cour permet de faire grimper les haricots, etc.

Symbolisant la création, l'infini et l'évolution, la spirale est probablement l'emblème par excellence de la permaculture. Diversité et synergie. Une spirale d'aromates permettra, par exemple, d'avoir un maximum de plantes dans un minimum d'espace. Cette spirale, placée à proximité de la cuisine, peut être montée à partir de pierres ou de briques récupérées, de paille ou de branchages et de compost. Comme elle est faite en hauteur, elle permet de bénéficier d'une variété de microclimats (humidité, vent, ensoleillement, etc.) et d'optimiser un très petit espace. Ainsi, les plantes situées plus haut bénéficient de plus de soleil et d'un sol plus sec (idéal pour le thym), tandis que celles du bas peuvent être protégées du vent et conserver plus longtemps l'humidité (le persil ou le basilic, par exemple). Bien sûr, la permaculture a aussi ses petites obsessions et com-

pulsions: le compostage, les forêts nourricières, la conservation de l'eau et le rôle sous-estimé et encore mystérieux des champignons qui, avec certains végétaux, ont une capacité étonnante de digestion des métaux lourds et jouent ainsi un rôle majeur dans la régénération des sols contaminés.

UNE VISION HOLISTE

Sa recherche d'harmonie avec et dans la nature, sa mise en relation de tous les éléments vivants confèrent à la permaculture une dimension spirituelle indéniable, bien que plusieurs hésitent à l'évoquer par crainte d'être étiquetés «nouvel âge», préférant plutôt mettre de l'avant son aspect scientifique ou technique.

À contre-courant du productivisme et du consumérisme et s'opposant au prêt-à-jeter qui les caractérise, la permaculture propose une approche différente, proche de la simplicité volontaire et de la décroissance. Certes, il n'est jamais facile d'amener une nouvelle vision du monde quand elle oblige à changer des comportements et des attitudes et qu'elle demande du temps. Pourtant, l'application des principes de la permaculture à la société humaine dans son ensemble nous serait largement bénéfique. Pensons à la valorisation de la diversité, à la créativité encouragée, à l'intégration des éléments au lieu de leur séparation. Plusieurs organismes communautaires travaillent déjà à valoriser cette vision alternative et à trouver patiemment des solutions à petite échelle. Il nous reste maintenant à interconnecter tous ces aspects afin d'en dégager une vision englobante de l'être humain et de la nature, cruellement absente actuellement. La permaculture nous invite à vivre de façon éthiquement responsable, à agir ensemble dans notre milieu pour le rendre durable, inclusif et inspirant. Dans nos sociétés de surconsommation affectées par le dérèglement climatique et l'épuisement des ressources naturelles, ce n'est rien de moins qu'un appel à une révolution culturelle! ●

Le magazine *Continuité*, le magazine du patrimoine au Québec depuis 30 ans !



Offrez-vous *Continuité* tout simplement...pour le plaisir de vous informer sur notre patrimoine.
Abonnements disponibles en ligne au : www.magazinecontinuite.qc.ca



L'action politique: partisane ou non?

La non-partisanerie est une mode.

CATHERINE DORION

L'auteure détient une maîtrise en science politique du King's College London et est membre du conseil exécutif d'Option nationale

La non-partisanerie est à la mode, une mode *glamour*, pour personnalités publiques distinguées. Elle est d'ailleurs essentielle à la préservation de leur crédibilité et de leur popularité: leur influence est plus grande si leur parole n'est pas barbouillée d'un vulgaire logo partisan. C'est une stratégie raisonnable dans la mesure où il semble sensé d'adopter la méthode la plus efficace pour faire avancer les idées qu'on croit bonnes. Sauf qu'elle a aussi beaucoup à voir avec l'égo. L'influence, c'est comme le pouvoir et l'argent, c'est dans la zone égotique de l'être que ça joue, que ça congratule, que son développement devient une nécessité.

DES ALLÉGEANCES DISSIMULÉES

Certains préfèrent le pouvoir à l'influence. C'est le cas des super-partisans, dont la langue de bois n'est plus crédible mais qui s'en foutent tant qu'ils ont le pouvoir. D'autres choisissent l'influence. Ils se foutent relativement du pouvoir et de l'argent mais courent après les publications, la visibilité médiatique et les honneurs. Or, pour les obtenir, il est préférable de n'être officiellement d'aucune affiliation partisane, sans quoi ils risqueraient d'être, comme l'écrit Hubert Aquin, «brutalement référés à leur groupe idéologique déterminant et imperméable» et que leur soit refusé «tout pouvoir de connaissance parce que, désormais et une fois pour toutes,

on connaît leurs conditionnements» (*Blocs erratiques*, 1962). Pourtant, le plus souvent, ils ont bel et bien une allégeance partisane; l'essentiel est de la dissimuler. Cette dissimulation est devenue, à notre époque, source de crédibilité. On a le courage de ses opinions... jusqu'à une certaine limite. Cette limite, c'est l'action politique.

Le personnage d'influence contemporain par excellence, donc, c'est l'*armchair general* qui dit ce qu'il pense depuis le confort de sa chaise de bureau mais qui n'aura jamais l'idée saugrenue de se présenter sur une tribune pour appeler à l'action politique. Cela crée un monde où les véritables propositions sont rares et où les critiques pullulent à tel point qu'il devient extrêmement gênant de proposer. Plonger dans l'action signifierait risquer notre prestige social et notre employabilité pour un parti politique, en lui faisant cadeau de toute l'influence que nous avons réussi à accumuler afin qu'il la dilapide en mensonges. Ceux qui nous écouterait balaieraient désormais nos propos de la main: «Ah, celui-là, on sait bien, il est avec telle gang», comme si nous avions tout à coup perdu toute intelligence, toute capacité de penser par nous-mêmes, comme si nous étions devenus, du jour au lendemain, des diseurs de n'importe quoi, des langues de bois irréchantables – bref, des politiciens.

OÙ EST PASSÉ GÉRALD GODIN?

À la fin de l'ère duplessiste, des professeurs d'université, des journalistes et des artistes se sont affichés et ont investi le champ politique. La noirceur

était devenue assez lourde à porter pour que le spectre de perdre leur job ou de voir s'effriter leur statut social individuel ne suffise plus à les neutraliser. L'un après l'autre et l'un entraînant l'autre, ils labourèrent la terre en jachère de la pensée-action politique au Québec et redonnèrent sa force politique à la collectivité québécoise. Mais cette cohérence de la pensée et des gestes. Cette idée d'envahir l'Assemblée nationale pour y prendre la place des politiciens carriéristes à courte vue, ne sont pas encore redevenues à la mode. Trop peu de gens de qualité, sincères et décidés n'osent investir la politique. Leur ego leur dit: «Prudence! Tu pourrais avoir l'air de...!» et laisse à d'autres égos – les super-partisans – le loisir d'occuper les parlements.

Chers influents, vous faites du bon travail dans vos chroniques, dans vos émissions, dans votre art, dans vos cours. Mais qui ramassera le paquet si vous continuez à avoir peur de mettre le pied dans le carré de sable? Toujours les mêmes, qui ne reprendront vos idées que le court instant d'une campagne électorale. Votre travail tombe à l'eau.

J'écris tout ceci parce que j'ai envie, comme disait Gandhi, d'être le changement que je veux voir dans le monde. J'ai frayé avec la mode non partisane, la mode de l'extrême prudence, j'ai cru que j'aurais plus d'influence ainsi. Mais ce que je faisais, en réalité, c'était sacrifier la véritable action politique pour ma petite notoriété individuelle en devenir. Alors que le plus beau pari, c'est d'avoir les deux, c'est que la seconde découle précisément de la première, qu'elle la serve. ●



Actuellement, au Québec, on voit souvent de l'apolitisme là où il n'y en a pas. Mais pour ceux et celles qui

ne craignent pas d'affirmer le caractère politique de leur action, un choix s'impose : doit-elle être partisane ou non?

L'engagement non partisan est aussi essentiel que la voie partisane.

CLAUDE VAILLANCOURT

Les partis au pouvoir ont plutôt tendance à se mettre au service des classes dominantes. Dans ce contexte, pour plusieurs, une solution s'impose : créer et investir des partis politiques différents, progressistes et ouverts aux revendications sociales. Ces partis seront ainsi guidés par des citoyens impliqués qui empêcheront que les intérêts particuliers l'emportent sur les intérêts collectifs.

LES DÉRIVES DU POUVOIR

Ce choix est on ne peut plus louable et les mouvements sociaux ont besoin d'avoir des relais au sein des partis politiques pour porter leurs idées, les défendre et les mettre en œuvre. Mais il semble évident que les politiciens y parviennent difficilement seuls. Rappelons-nous que le néolibéralisme s'est installé après que les mouvements sociaux aient remporté d'importantes victoires. Plusieurs avaient accordé leur confiance à des gouvernements de gauche pour préserver les acquis de ces luttes parfois douloureuses. Le Parti québécois est l'exemple flagrant d'un parti qui avait un programme aux objectifs sociaux ambitieux, avec une base militante nombreuse et active. Pourtant, une fois au pouvoir, il n'a pas résisté aux pressions et à l'idéologie dominante et a adopté une série de mesures néfastes : baisses d'impôts qui ont fragilisé les services publics, mesures désastreuses pour atteindre le déficit zéro, virage néolibéral dans la conception de l'État.

Et ce, aux dépens de sa base, souvent considérée comme un adversaire aux yeux des dirigeants du parti. Le réveil a été principalement sonné par les groupes sociaux, aux premières loges pour évaluer, comprendre et se mobiliser devant de telles politiques.

De pareilles dérives ont aussi été observées en grand nombre à l'étranger. Par exemple, le Parti socialiste en France n'avait plus de socialiste que le nom sous le gouvernement de Lionel Jospin. Barack Obama, porté par l'appui et les dons multiples de simples citoyens dans sa campagne pour l'investiture du Parti démocrate, s'est ensuite en grande partie soumis aux volontés des élites d'affaires qui ont financé sa campagne présidentielle à coup de millions de dollars.

UN PARTAGE DES TÂCHES

Plusieurs ne se laissent pas abattre par de pareils résultats et croient que l'on peut faire mieux en formant de nouveaux partis politiques, comme Québec solidaire. Il faut espérer de tout cœur qu'ils aient raison. Le pouvoir politique est essentiel pour changer en profondeur les choses. Mais qui peut nous garantir que lorsque ces nouveaux partis s'approcheront de leur but, ils ne seront pas tentés – voire contraints – par les mêmes compromissions et les mêmes jeux de coulisses que leurs prédécesseurs?

D'où l'importance d'avoir un mouvement social actif et bien organisé. Au Venezuela, au Brésil, en Bolivie et en Équateur, des partis politiques de gauche ont réussi à prendre le pouvoir parce qu'ils ont profité d'un appui

indispensable de mouvements sociaux solidement implantés. Les transformations sont plus profondes et plus durables si elles s'inscrivent dans une telle dynamique que si elles sont imposées par une élite politique, tout bien intentionnée soit-elle.

Parlons ici d'un partage des tâches : certains doivent choisir la voie de la politique partisane. Ils ne pourront cependant être efficaces que s'ils sont constamment épaulés par des personnes qui les suivent de près, les encouragent et leur donnent une importante approbation lorsqu'ils agissent en fonction du bien commun et de l'intérêt public. Mais qui sauront aussi les contester et les guider lorsque le parti s'éloigne de ses objectifs.

J'ai quant à moi fait le choix de militer hors des partis politiques. Je ne prétends pas, loin de là, que ce choix est le meilleur. Mais je sens que dans l'équilibre des forces actuelles, il reste un travail gigantesque à faire pour donner aux partis politiques la force et le bien-fondé d'entreprendre les transformations plus que nécessaires pour échapper aux multiples crises qui nous assaillent et faire en sorte que celles-ci aient l'appui d'une grande partie de la population. Or, se faire élire, entreprendre la bataille politique nécessite beaucoup de temps, de courage et d'énergie, mais comporte aussi son lot de «politicaillerie». Ce qui ne permet pas toujours aussi librement de s'instruire, d'approfondir des dossiers, de demeurer actif dans la guerre – fondamentale – des idées. De plus, le militant non partisan profite d'un préjugé favorable : il ne veut pas le pouvoir, il ne travaille pas pour ses propres intérêts. Cela, à mes yeux, lui donne une formidable légitimité. ●

L'auteur, professeur de littérature au Collège André-Grasset, écrivain et militant, est président d'ATTAC-Québec

AGRICULTURE URBAINE

Le Collectif de recherche en aménagement paysager et en agriculture urbaine durable (CRAPAUD), en association avec l'Institut des sciences de l'environnement, convie les citoyens au pouce vert à l'École d'été sur l'agriculture urbaine, du 13 au 17 août prochain, à l'UQAM. Ces cinq jours de formation visent à stimuler la discussion entre les différents acteurs du Québec, mais aussi de France, du Liban, de Belgique, d'Espagne, des États-Unis, etc. Deux niveaux de formation, qui intègrent tous deux un apprentissage théorique et pratique, sont offerts : un premier niveau plus adapté aux néophytes de l'agriculture urbaine qui désirent se familiariser avec le sujet, et un deuxième niveau pour les participants plus expérimentés. Renseignements et inscriptions : <ecoleagriculturerurbaine.org>.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

Du 16 au 18 août prochain, les *Nouveaux cahiers du socialisme* convient la gauche québécoise à son université populaire d'été sous le thème «S'organiser, résister et vaincre». L'événement sera l'occasion de discu-

ter des conséquences des récentes réorganisations du capitalisme néolibéral; de révéler les résistances citoyennes qui s'organisent devant ce «chien fou qui navigue de bulles spéculatives en crises à répétition»; de décortiquer la philosophie individualiste et agressive de «tout-le-monde-contre-tout-le-monde» promue dans et par les médias dominants; d'explorer les théories de l'émancipation et les capacités du mouvement populaire d'aujourd'hui. Renseignements et inscriptions : <cahiersdusocialisme.org>.

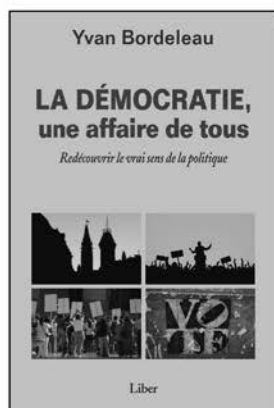
ASSURANCE MÉDICAMENTS

La campagne en faveur d'un régime entièrement public d'assurance médicaments, organisée par l'Union des consommateurs, continue de battre son plein. L'organisme exige que le gouvernement du Québec revienne sur ses politiques liées aux médicaments pour reprendre le contrôle de leurs coûts, en forte hausse tant dans le régime d'assurance public que chez les assureurs privés. Les Québécois paient 38 % de plus que la moyenne des pays de l'OCDE pour leurs médicaments. Un régime universel entièrement public permettrait un meilleur contrôle des prix dans un contexte où l'industrie pharmaceutique croît de manière

potentielle. À l'heure actuelle, plus de 215 organisations communautaires et syndicales, ainsi qu'une trentaine de spécialistes dont des médecins, appuient formellement la campagne. Renseignements : <uniondesconsommateurs.ca>.

PLAN NORD ET AUTOCHTONES

La Coalition pour les droits des Peuples autochtones au Québec, dont fait partie Amnistie internationale Canada francophone, a récemment publié *Pour un Plan Nord respectueux des droits humains*. Cette déclaration dénonce le fait que les gouvernements canadien et québécois encouragent le déploiement des industries extractives pour assurer un développement économique basé sur une exploitation intensive de la nature. Le Chef de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, Ghislain Picard, ne cesse d'ailleurs de dénoncer le fait que plusieurs communautés n'ont pas été consultées – ni même informées –, alors que des projets sont prévus sur leurs territoires. La Coalition exige que le gouvernement du Québec intègre les normes de la *Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones* dans le Plan Nord. À lire : <amnistie.ca>.



296 pages, 28 \$

Une réflexion critique, lucide et pragmatique sur la démocratie et la politique

Yvan Bordeleau a été dix-neuf ans député de l'Acadie à l'Assemblée nationale du Québec



DVD

LES ÉTATS-UNIS D'AFRIQUE – AU-DELÀ DU HIP HOP

RÉALISATION : YANICK LÉTOURNEAU
PÉRIPHÉRIA PRODUCTIONS/ONF
2011, 75 MIN.

Pendant qu'on cherche à interdire le hip hop dans les bars de Montréal, sous prétexte qu'il serait synonyme de gangs de rue, ce documentaire fait connaître des artistes africains qui en font un outil d'expression et de mobilisation sociale puissant et fidèle à l'essence de cette culture souvent détournée et récupérée par l'industrie. Célébrer les cinquante ans des indépendances africaines? Pour eux, cela passe par la pratique d'un art engagé qui dénonce la situation de l'Afrique, restitue la mémoire historique, insuffle de l'espoir aux jeunes générations et ravive les idéaux et projets portés par les héros de l'indépendance.

«À l'école, on apprend la guerre de 1914-1918 et celle de 1939-1945. L'histoire de France, la révolution française, la révolution russe: on connaît. Mais nos propres révolutions et nos propres héros, ça, on ne connaît pas», explique l'artiste sénégalais Didier Awadi. C'est entre autres pour remédier à cette situation absurde qu'il entreprend de faire connaître les grands leaders de la conscience noire – les Kwame Nkrumah, Nelson Mandela, Patrice Lumumba, Thomas Sankara, etc. – qui se sont battus pour une Afrique unie et indépendante et l'ont souvent payé de leur vie. Le réalisateur québécois Yanick Létourneau l'accompagne dans cette aventure qui les conduit dans plusieurs pays, de Dakar à Paris, en passant par New York et Johannesburg. Le résultat instruit et inspire.

L'idée de Didier Awadi: retrouver les grands discours de ces grands personnages politiques – auxquels s'ajoutent Martin Luther King et Malcolm X entre autres –, en faire des chansons et les enregistrer avec des artistes engagés hip hop tels que Smockey (Burkina Faso), M1 du groupe Dead Prez (États-

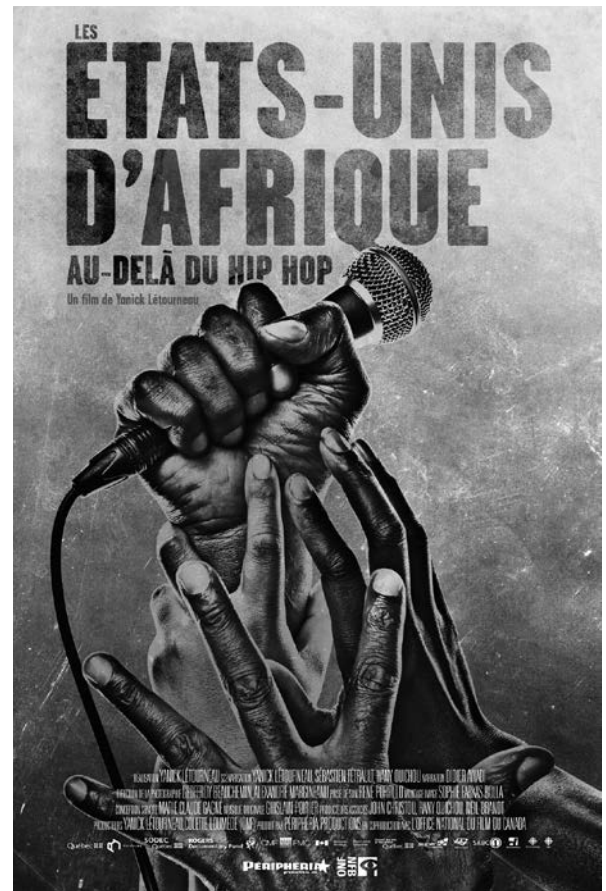
Unis) et ZuluBoy (Afrique du Sud). L'aboutissement de la démarche sera le disque *Présidents d'Afrique*, des concerts – véritables exutoires et catalyseurs de conscience et d'espoir – et ce documentaire. Il s'est mérité le Prix de la critique et de la Cinémathèque québécoise lors des Rencontres internationales du documentaire de Montréal, en 2011. Un site Web interactif fort intéressant enrichit, de plus, l'expérience (<etatsunisdafrique.onf.ca>).

Aider l'Afrique? Il faudrait d'abord cesser de lui nuire, dirait sans doute encore aujourd'hui l'une des figures importantes qui hantent ce film, Thomas Sankara, arrivé au pouvoir au Burkina Faso en 1984 et assassiné en 1987. L'Afrique n'est pas pauvre, elle est appauvrie, dépossédée de ses richesses et maintenue dans un état de dépendance façonné par les élites économiques et politiques locales et internationales qui en profitent. Sankara dénonçait les diktats des puissances occidentales (dette, plans d'ajustement structurel, privatisations, etc.) destinés à faire en sorte que la satisfaction des besoins des élites et des multinationales passe avant les besoins des populations locales. Il avait prouvé que le Burkina Faso, un pays pauvre, pouvait sortir de la pauvreté avec ses propres forces, sans aide internationale.

Le cimetière où il a été inhumé est aujourd'hui un véritable dépotoir d'ordures. Blaise Compaoré, mis en cause dans son assassinat, préside depuis un régime autocratique, mafieux et meurtrier. L'une des scènes fortes du film est celle où l'on voit le chanteur burkinabé Smockey dédier – à la barbe du président Compaoré qui est dans la salle – le prix qu'il reçoit dans un gala à la mémoire des grands combattants de l'indépendance, dont Sankara. Son courage inspire toute une jeunesse, on le voit bien lors d'une rencontre filmée avec un groupe de jeunes qui parlent de la peur qui paralyse.

Le Canada, qui joue un rôle déplorable en Afrique par son soutien éhonté à l'industrie minière mais aussi

aux institutions financières internationales, entre autres, est ironiquement impliqué dans ce film par le biais de plusieurs institutions culturelles (ONF, Patrimoine Canada, Radio-Canada), aujourd'hui affectées par les coupes récentes du gouvernement conservateur. Yanick Létourneau est aussi pro-



ducteur (avec Colette Loumède dans ce cas-ci) et a manifestement bien su convaincre des partenaires, dont plusieurs du Québec, de soutenir ce projet qui y gagne en qualité. Avis à ceux et celles que le hip hop n'attire pas: ce film nous fait voyager bien au-delà du hip hop, comme le dit le titre, pour nous révéler une histoire, un rêve de justice et un formidable antidote au cynisme, soit tous ces jeunes Africains fiers, politisés et actifs dans le devenir de leurs pays.

CATHERINE CARON



POUR L'ÉCOJUSTICE

David Fines

JONAS, LE PROPHÈTE DE L'ENVIRONNEMENT

Montréal, Novalis, 2011, 143 p.

La crise écologique n'est plus seulement à nos portes; elle se situe désormais au cœur des enjeux contemporains. Elle tire en grande partie son origine de l'économie capitaliste et d'une conception particulière du progrès. Son dernier avatar, le néolibéralisme, risque même de nous précipiter vers une sixième extinction massive mettant en danger la survie de notre espèce. Ainsi la crise écologique s'avère également une crise des principes qui régissent notre mode de vie et, par conséquent, une crise spirituelle. Telle est la thèse majeure développée par David Fines dans son dernier essai.

Pasteur de l'Église unie et militant de longue date pour la cause écologique, l'auteur revisite la tradition biblique à travers une relecture originale du livre de Jonas et propose des pistes herméneutiques concernant les enjeux environnementaux. S'appuyant sur les données exégétiques les plus récentes, il nous introduit à la dimension symbolique constituant le cœur du livre de Jonas. Il rappelle que le personnage de Jonas, éponyme d'un prophète du VIII^e siècle avant notre ère (2 Rois 14,25), est envoyé par Dieu à Ninive, ville ennemie du Royaume d'Israël. Jonas s'est montré des plus récalcitrants à son ministère en tentant d'échapper à ses

responsabilités. Après maintes péripéties – dont la fameuse anecdote du poisson –, le héraut de la divinité livre son message à ce peuple païen, mécréant et donc totalement exclu des promesses divines. Contre toute attente, celui-ci se convertit contrairement à Israël, ce qui ne manque pas de susciter la colère du prophète. Par une intervention surnaturelle, Jonas voit que l'amour divin ne se borne pas à un peuple, ni même à l'humanité, mais embrasse toute la Création.

Comme le rappelle l'auteur, le livre de Jonas a été rédigé tardivement et représente une métaphore du ministère prophétique. Ce bijou biblique consacre une grande place à l'universalisme de l'amour divin. Il s'agit, comme le souligne l'auteur, d'une critique subtile de l'ethnocentrisme et de l'anthropocentrisme. Partisan d'une approche valorisant toutes les formes de vie, il relie symboliquement, avec finesse et doigté pastoral, les épreuves traversées par Jonas (la tempête, la mer, le poisson et la chaleur accablante) à la dégradation des écosystèmes marins, aux perturbations climatiques et à la désertification.

L'auteur précise que le propre des prophètes modernes consiste, à l'instar de leurs prédécesseurs, à dénoncer les problèmes actuels (destruction de l'écosphère, urbanisation galopante, accroissement des gaz à effet de serre). Refusant de sombrer dans l'alarmisme, il se montre également à l'affût des attitudes tant personnelles que collectives nécessaires pour consolider les efforts de changement vers une société plus humaine et plus écologique. Il insiste, devant le pessimisme anthropologique à la mode de nos jours, sur le fait qu'une transformation inattendue peut toujours survenir, comme le laisse entendre la conversion de Ninive, ville où était envoyé Jonas.

En plus d'être une solide initiation des plus accessibles au livre de Jonas, cet essai a l'immense mérite, parmi bien d'autres, de remettre en question la conception selon laquelle la Bible se caractérise par un anthropocentrisme

délétère. En entrant en dialogue constant avec le récit biblique, l'auteur construit une actualisation créative, intelligente et cohérente des Écritures, qui renouvelle le regard porté sur elles et incite les chrétiennes et chrétiens à s'engager activement dans la lutte pour l'écojustice.

PATRICE PERREULT

L'ART ET LA VIE

Marc H. Choko et Lino

LINO

Montréal, Alto, 2011, 224 p.

Les lecteurs de *Relations* sont choyés. Lino, qui collabore depuis 2001 à la revue, nous offre régulièrement des œuvres et des textes. Le magnifique ouvrage qu'il publie en collaboration avec Marc H. Choko, professeur à l'École de design de l'UQAM où il a étudié et enseigne actuellement, est une merveilleuse façon d'approfondir notre connaissance de l'artiste tout en admirant plus de 150 de ses peintures, illustrations et affiches. Nous y apprenons énormément de choses: son parcours, ce qui l'habite, ce qui l'inspire, sa quête, sa conception de la création, ses rencontres décisives. Parmi elles, notons celle avec Wajdi Mouawad, alors directeur artistique du Théâtre de Quat'Sous, qui scellera un tournant dans sa vie. C'est à ce moment-là, d'ailleurs, qu'il se liera d'amitié avec le rédacteur en chef de *Relations* de l'époque, Jean Pichette.

Mais l'ouvrage n'est pas simplement éclairant. Nous avons droit à une réflexion sur l'art, le processus de création, la vie, notre monde. Lino nous convie à entrer dans son imaginaire. Qu'il puisse le dire avec des mots, comme il le fait plus généralement avec des couleurs et des formes, est un bonheur, d'autant plus qu'il est de ces artistes qui savent exprimer dans leurs œuvres le cœur d'une époque, ses





inquiétudes et ses angoisses, ses rêves et ses cauchemars...

Les œuvres de Lino sont indissociables de l'écriture – ses corps à peine esquissés, ses traits rapides et hachurés, son recours au crayon, au collage, au papier, au sparadrap –, tout cela l'évoque. Lettres de sang et de chair. Couleurs de cris. Poésie des profondeurs. Sensation du vide et du silence. Plongée dans l'obscur et ses fantômes, ses fantasmagories, ses plaies vives comme des lèvres. Des mots, des phrases, très souvent se fondent à la peinture comme matières picturales. La rature est courante, trace de l'effacement, de l'oubli, du doute – glose indélébile, insoumise du souffle vivant sur le diktat du destin.

Parmi les œuvres magnifiques reproduites dans le livre, il y en a une qui interpelle particulièrement (p. 88). Il s'agit d'un homme à genoux esquissé à grands traits. Nu probablement. Ses bras semblent croisés, attachés dans le dos. Ce n'est pas sûr. Un cercle tracé sur l'épaule évoque peut-être l'amputation. A-t-il finalement des bras? La tête est penchée sur la poitrine, mais elle aussi semble avoir été tranchée. Une tache d'encre brunâtre recouvre le visage, ainsi enveloppé d'ombre. Un long trait traverse le front. Est-ce une giclée de sang vers le sol? Tout est dans l'apparence. L'incertitude. L'hésitation. Rien n'est sûr dans la forme. Prière ou torture. Contemplation ou prostration. La tache d'encre qui contraste dans l'esquisse nous ramène au visage – un puits sans fond. Un vide saturé de sensations, brèche ouvrant sur l'autre rive de l'existence, lointaine, baignée d'ombre. Est-ce un autoportrait? Sur la page d'à-côté se trouve un passage où Lino parle du rôle de la souffrance

dans l'art. On y lit, entre autres: «Comment comprendre ce qui nous entoure si rien en nous ne résonne au-delà de l'évidence?» (p. 89). Tout est là. L'œuvre d'art est la mémoire fugitive d'un coup d'œil subversif.

Ce bel ouvrage se termine par une dizaine de témoignages d'amis. Ils sont autant de fenêtres éclairantes sur l'œuvre de Lino et d'indices que nous sommes devant une figure marquante de l'art.

JEAN-CLAUDE RAVET

**UNE RÉFLEXION
À APPROFONDIR**

Anna Bozzo et de
Pierre-Jean Luizard (dir.)
**LES SOCIÉTÉS CIVILES
DANS LE MONDE MUSULMAN**
Paris, La Découverte, 2011, 480 p.

Cet ouvrage collectif a été édité très rapidement à la suite du «printemps arabe». Recueil produit de travaux d'une vingtaine de spécialistes du monde musulman, il a pour principal mérite de neutraliser plusieurs préjugés courants. Il explique, par exemple, que les islamistes sont concernés par les droits de l'Homme et les libertés publiques non par opportunisme, mais en raison de la longue répression qu'ils ont partout subie. Il démolit au passage l'image de la femme musulmane victime de sa religion. Et surtout, il illustre combien le monde musulman, bien loin de constituer un bloc monolithique cimenté par un islam uniforme, est au contraire politiquement et religieusement pluraliste.

L'ouvrage regroupe un ensemble de problématiques spécifiques et d'approches théoriques différentes appliquées à l'un ou l'autre des pays musulmans, du Mali à l'Irak, en passant par l'Égypte et le Liban. Dans cette juxtaposition d'études de cas, on ne retrouve que quelques réflexions théoriques partielles ainsi qu'un témoignage vécu. D'où les faiblesses théoriques de l'ouvrage.

En effet, celui-ci se présente comme une collection de textes disparates à laquelle les directeurs de publication n'ont pas tenté de donner un semblant d'unité: une introduction sans problématique générale, un classement arbitraire des contributions dans les différentes sections de l'ouvrage et une absence de conclusion illustrent un manque d'esprit de synthèse et de réflexion. Ils n'ont pas exercé quelque leadership intellectuel que ce soit et se sont contentés de rassembler vingt-cinq articles de valeur inégale. Ainsi on retrouvera des affirmations superficielles du genre «nous n'avions pas prévu les événements de 2011» (p. 16). Il conviendrait plutôt aux politologues et aux spécialistes de terrain d'expliquer comment ils s'y sont pris pour ignorer les situations que les diplomates en poste dans le monde musulman avaient amplement décrites et publicisées, cela bien avant les fuites de Wikileaks. De plus, on peut douter de la pertinence de réfléchir sur une «spécificité musulmane» (p. 17), tout en ignorant les manifestations de cette commune humanité que le monde musulman partage avec le reste de la planète.

Enfin et surtout, l'ouvrage souffre de l'absence de réflexion sur les notions de démocratie et de société civile. Comment peut-on évaluer l'apport de la société civile aux processus de démocratisation ou de dé-démocratisation si l'on n'a pas réfléchi, au préalable, à la notion de démocratie? Ce livre ne comporte, en effet, qu'un article sur le phénomène des contrepoids en contexte autoritaire (l'article de B. Dupret et J.-N. Ferrié qui porte sur la judiciarisation de la contestation). Nulle part il n'est précisé en quoi une société peut être dite «civile». Comment se comparent les rapports société civile/État en contexte démocratique et en contexte autoritaire? Les directeurs de la publication n'ont pas réfléchi à cette question.

Néanmoins, certains lecteurs apprécieront les chapitres instructifs sur





l'instrumentalisation du terme « société civile » par les discours étatiques (J.-C. Vatin), les premières formes de sociabilité que furent les salons et les cafés à la fin de l'empire ottoman (C. Baldazzi), le football comme lieu de socialisation au Liban (O. Lamloun) et les stratégies de contestation des acteurs civils dans un contexte autoritaire (M. Tozy).

LISE GARON

ÉCLAIRAGE SUR LA LAÏCITÉ

Jean Baubérot et Micheline Milot
LAÏCITÉS SANS FRONTIÈRES
 Paris, Seuil, 2011, 352 p.

Plusieurs personnes interviennent dans le débat public sur les enjeux de la laïcité, mais peu en sont des experts. Les sociologues Jean Baubérot et Micheline Milot, l'un Français et l'autre Québécoise, s'intéressent à cette question depuis de nombreuses années. Au fil de leurs collaborations, ils se sont mutuellement beaucoup apporté et ont enrichi leurs approches du concept de laïcité. Leurs réflexions ont gagné en profondeur et en complexité dans ce dialogue fréquent entre chercheurs enracinés dans des contextes culturels et historiques différents. Le livre qu'ils nous offrent témoigne de ce va-et-vient stimulant, mais aussi d'une riche complémentarité, autant dans leurs approches des questions abordées que dans leurs styles.

Le titre du livre, *Laïcités sans frontières*, en dit déjà beaucoup sur l'objectif poursuivi : montrer les configurations diverses de la laïcité selon les contextes nationaux et les moments historiques. La laïcité est considérée comme un « mode d'organisation politique visant la protection de la liberté de conscience et l'égalité entre les citoyens », ses deux véritables finalités aux yeux des auteurs. Les enjeux de la « séparation » – qui assure une auto-



mie de l'État par rapport aux traditions religieuses et qui permet à ces dernières d'exister sans contrôle émanant du politique – et ceux de « neutralité » de l'État – qui rend possible l'existence d'une pluralité de croyances et de références éthiques au sein de la société, de même qu'une égalité dans le traitement qu'on leur accorde – sont dès lors plutôt présentés comme des moyens pour les atteindre.

La réflexion proposée se décline en six thèmes composant les six chapitres du livre : les ancrages historiques, le concept de laïcité, les frontières entre les sphères privée et publique, la sécularisation, les seuils de laïcisation et la laïcité en France. Dans chacune des parties, les auteurs présentent les diverses positions sur ces enjeux, ainsi que de nombreux penseurs et chercheurs dont l'apport au débat est significatif.

Dans l'effort de rappeler l'émergence de la notion de laïcité, Baubérot et Milot consacrent un chapitre important à la pensée libérale de John Locke, qu'ils considèrent comme le premier ayant élaboré « une pensée philosophique structurante pour la laïcité » à partir de la notion de tolérance. Ils confrontent cette pensée à celles des penseurs républicains, mais aussi au test de la réalité empirique et de l'histoire, puisqu'il n'est pas uniquement question de débats philosophiques abstraits.

Le chapitre sur la notion de laïcité est très éclairant. Il propose six types de laïcité à partir d'une analyse des multiples aménagements mis en place dans différents pays. Cette section insiste sur le fait que les aménagements

privilegiés sont des compromis issus des revendications internes, compromis qui sont en évolution et peuvent changer selon les époques et les conjonctures.

Le livre se termine par un chapitre fort instructif sur la laïcité française, qui est souvent présentée comme un modèle immuable à reprendre pour développer une laïcité à Québec. Les auteurs la présentent comme une laïcité « à la croisée des chemins ». Ils rappellent les tensions importantes qui ont traversé cette notion politique à différentes époques et montrent que les nouvelles réalités auxquelles la société française est confrontée sont loin d'être prises en compte dans les quelques mesures controversées prises ces dernières années.

Le livre est très fouillé et aborde plusieurs enjeux complexes soulevés dans nos débats sur la laïcité. Pour ceux et celles qui s'intéressent depuis peu à cette question, il est certainement préférable de se familiariser d'abord avec des écrits plus vulgarisés des deux auteurs, notamment *La laïcité en 25 questions* (Novalis, 2008) de Micheline Milot, dont le propos est très pédagogique, ou *Les laïcités dans le monde* (coll. Que sais-je?) et *Histoire de la laïcité en France* aux PUF, tous deux réédités en 2010, deux ouvrages forts utiles de Jean Baubérot.

Pour tous les autres, le livre mérite d'être lu dans un souci d'apporter une perspective historique à notre réflexion collective sur le sujet, mais aussi pour éviter d'aborder la laïcité québécoise à partir de raccourcis, malheureusement trop nombreux, qui teintent le débat public. Nous pourrions peut-être ainsi sortir des discours émotifs, paralysants et réducteurs qui caricaturent les options souvent appelées « laïcité ouverte » et « laïcité tout court ». Notre recherche collective gagnerait à identifier, au cœur de ces questionnements, ce qui correspond le mieux à notre réalité sociohistorique québécoise.

ÉLISABETH GARANT



SOIRÉES Relations

CINÉ-DÉBAT

Les États-Unis d'Afrique: une quête mise en musique

L'esclavagisme, le colonialisme et le néolibéralisme ont successivement entravé le rêve de libération et d'indépendance de l'Afrique, toujours soumise aux diktats économiques et politiques des pays occidentaux.

Le film de Yanick Létourneau, *Les États-Unis d'Afrique*, relate la production de l'album *Présidents d'Afrique* de l'artiste hip hop sénégalais Didier Awadi. Celui-ci parcourt le continent et même les États-Unis à la recherche des grands discours des leaders africains comme Kwame Nkrumah, Nelson Mandela, Patrice Lumumba et Thomas Sankara. Ce film présente le rêve de justice porté par des artistes engagés et la jeunesse d'un continent, qui pourrait un jour devenir les États-Unis d'Afrique.

Renseignements:

Agusti Nicolau, 514-387-2541, poste 241 / <anicolau@cjf.qc.ca> <www.cjf.qc.ca/soirees_relations>

Nous en discuterons avec:

Yanick Létourneau, réalisateur;

Aziz Fall, membre du Groupe de recherche et d'initiatives pour la libération de l'Afrique.

Le jeudi 30 août, de 19 h à 21 h 30

Maison Bellarmin

25, rue Jarry Ouest, Montréal

(métro Jarry ou De Castelnau)

Contribution suggérée: 5\$

CIBL 101,5
anime votre
réflexion.

cibl1015.com

CIBL 101,5
Animer **Montréal**